

LE Courrier

DE L'UNESCO

juillet-septembre 2026

Le journalisme est-il encore d'actualité ?



• « **Le fact-checker est comme un mécanicien qui désosse une voiture** » Entretien avec Fergus McIntosh, New Yorker

• **Au Portugal**, les podcasts ont le vent en poupe

• **Brésil** : la traversée du désert des médias locaux

• **En Inde**, les journaux scientifiques au défi de l'immédiateté

NOTRE INVITÉE

Entretien avec **Thelma Golden**, directrice du Studio Museum de Harlem à New York

ISSN 2220-2269
9 772220 226027
22026



Abonnez-vous à la version numérique 100% gratuite.



<https://courier.unesco.org/fr/subscribe>



Suivez les dernières
actualités du *Courrier*
@unesdocourier



Découvrez et partagez

Participez à la réussite du *Courrier*
de l'UNESCO en encourageant sa diffusion
et son utilisation selon la politique
de libre accès de l'Organisation.

2026 • n° 3 • Publié depuis 1948

Le *Courrier de l'UNESCO* est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Directeur : Matthieu Guével

Rédactrice en chef : Agnès Bardon

Chargée de communication : Huang Yinji

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Chargée de communication adjointe :
Laetitia Kaci

Rédactrice : Anuliina Savolainen

Éditions :

- **Anglais :** Anuliina Savolainen (rédactrice) et Gina Doubleday (correctrice)
- **Arabe :** Fathi Ben Haj Yahia
- **Chinois :** Huang Yinji et China Translation & Publishing House
- **Espagnol :** Laura Berdejo
- **Français :** Agnès Bardon (rédactrice) et Jean-Marc Delugeau (correcteur)
- **Russe :** UNESCO

Iconographie : Danica Bijeljic

Coordination des traductions :
Hélène Menanteau

Assistance administrative :
Isabel Sirven-Villars

Traduction :

Jean-Marc Delugeau

Maquette :

Jacqueline Gensollen-Bloch

Illustration de la couverture :

© Sylvie Serpux

Impression : UNESCO

Coéditions :

- **Catalan :** Jean-Michel Armengol
- **Esperanto :** Chen Ji
- **Italien :** Maria Canavese

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié grâce au soutien
de la République populaire de Chine.

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2026

ISSN 2220-2269

e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://www.unesco.org/fr/open-access/cc-sa>). La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

4

GRAND ANGLE

Le journalisme est-il encore d'actualité ?

Comment le journalisme peut-il se réinventer ? 5
Nic Newman

« Le fact-checker est comme un mécanicien qui désosse une voiture » 8
Entretien avec Fergus McIntosh

Au Portugal, les podcasts ont le vent en poupe 11
Tiago Dias

Les écoles de journalisme revoient leur copie 14
Franz Krüger

Pourquoi j'ai choisi d'étudier le journalisme 16
Kamiel Vermeulen

L'information de qualité, un bien commun menacé 18
Guy Berger

Au Danemark, les lecteurs de Zetland ont voix au chapitre 21
Mie Olsen

« Les médias doivent trouver des moyens plus créatifs de s'adresser aux jeunes » 24
Entretien avec Charity Ekezie

Brésil : la traversée du désert des médias locaux 26
Marcelo Silva da Sousa

En Chine, un journalisme virtuel bien réel 28
Zeng Yan

Les médias scientifiques au défi de l'immédiateté 30
Subhra Priyadarshini

32

ZOOM

Une journée dans la vie d'Azizah, enseignante à Blang Awe (Indonésie) 32

44

IDÉES

Notre passé a-t-il une odeur ? 44
Cecilia Bembibre Jacobo

48

NOTRE INVITÉE

« Le musée est un espace où des discussions complexes peuvent avoir lieu » 48
Entretien avec Thelma Golden

52

DÉCRYPTAGE

Vivre avec la nature dans les sites désignés par l'UNESCO 52

Édito

À l'heure où chacun peut publier, commenter et partager des contenus, l'idée de se passer d'intermédiaires peut sembler séduisante. Elle est trompeuse. L'abondance d'informations ne garantit en effet ni leur qualité ni leur véracité. Si les réseaux sociaux et les plateformes numériques offrent des possibilités infinies pour documenter les événements en temps réel, atteindre d'autres publics et faire entendre des voix marginalisées, ils soulèvent aussi des défis majeurs pour la qualité de l'information et la pérennité du journalisme.

Lors des conflits récents ou de grandes échéances électorales, la circulation massive de fausses informations a montré combien la frontière entre information et manipulation pouvait être fragile. Le développement de contenus générés par l'IA et des « deepfakes », qui prêtent des propos fictifs à des personnalités, interrogent notre capacité collective à faire la part des choses. L'enjeu n'est plus seulement de produire, ni même d'accéder à l'information, mais de renforcer l'esprit critique, de distinguer le vrai du faux, l'essentiel de l'anecdote, le fait de l'opinion.

C'est précisément le rôle du journalisme : enquêter, vérifier, contextualiser. Encore faut-il que les médias en aient les moyens. Privées d'une partie de leurs ressources publicitaires, confrontées à une érosion de leurs audiences et à une crise de méfiance d'une partie de l'opinion, de nombreuses rédactions luttent pour leur survie. À ces difficultés s'ajoutent les menaces qui pèsent directement sur les professionnels des médias. Dans de nombreuses régions du monde, les journalistes sont assassinés ou font l'objet d'intimidations, de poursuites abusives ou de violences.

La défense de la liberté de la presse ne concerne pas uniquement les professionnels des médias : elle engage l'ensemble de la société. Derrière chaque enquête qui révèle une injustice, chaque reportage qui éclaire une crise ou chaque vérification qui dément une rumeur, c'est notre capacité collective à comprendre le monde qui est en jeu. Les nouveaux outils numériques, et les nouvelles coalitions de journalistes qui se forment, travaillant ensemble à l'analyse de faits ou de dossiers d'ampleur mondiale, repoussent les frontières de la coopération intellectuelle, au nom du bien commun et de la vérité.

Les fondamentaux du journalisme indépendant restent les mêmes, mais le paysage dans lequel il s'exerce a profondément changé. Comment faire en sorte qu'il perdure et se renouvelle ? Quelles compétences nouvelles faut-il développer pour qu'il s'exerce au bénéfice de tous, à la recherche de la vérité ? La réponse à ces questions est urgente pour maintenir un espace public fondé sur des faits vérifiés et un débat éclairé.

Agnès Bardón
Rédactrice en chef

Le journalisme est-il encore d'actualité ?



© Antonio Rodríguez / Cartoon Movement

▼ Walk the line between truth and lies (Avancer sur le fil entre la vérité et le mensonge), dessin du peintre et illustrateur mexicain Antonio Rodríguez.

Alors que les frontières entre l'information, le divertissement et l'opinion se brouillent, l'avenir du journalisme pourrait résider dans ce qui le rend unique : sa capacité à aider les sociétés à se comprendre elles-mêmes grâce à des récits fiables, responsables et porteurs de sens.

Partout dans le monde, les médias traditionnels vacillent. L'intelligence artificielle (IA) transforme la manière dont les individus s'informent, tandis que les grandes plateformes privilégient le divertissement et les contenus centrés sur les personnalités.

Les audiences se fragmentent, la confiance s'érode et les journalistes sont confrontés à une précarité croissante. Dans le même temps, la désinformation prospère, amplifiée par des algorithmes conçus pour capter l'audience. Dans ce contexte de plus en plus concurrentiel et confus, le journalisme se retrouve pris en étau.

Et pourtant, dans un monde marqué par l'instabilité géopolitique, le changement climatique, les guerres, les migrations et l'incertitude économique, les citoyens ont plus que jamais besoin d'informations dignes de confiance pour comprendre les événements et prendre des décisions éclairées. Le défi du journalisme aujourd'hui n'est pas de survivre au changement technologique, mais de s'adapter sans sacrifier ses valeurs.

Recul des médias traditionnels

L'une des tendances les plus marquantes de la dernière décennie est le recul de l'influence des médias traditionnels, notamment auprès des jeunes. Le public des journaux télévisés vieillit, la presse écrite décline et même les sites d'information peinent à fidéliser leurs utilisateurs. De plus en plus, on accède à l'actualité sur les réseaux sociaux, les plateformes vidéo, les applications, les agrégateurs de nouvelles ainsi que des moteurs de réponse alimentés par l'IA.

Selon le *Digital News Report 2025* de l'Institut Reuters, les personnes qui s'in-

forment sur les réseaux sociaux sont plus nombreuses que celles qui s'en remettent à la télévision. C'est une première aux États-Unis. Dans le monde entier, près de la moitié des moins de 25 ans déclarent désormais que les réseaux sociaux constituent leur principale source d'information — une tendance particulièrement marquée en Afrique, en Amérique latine et dans certaines régions d'Asie.

Parallèlement, l'IA générative transforme les usages. Ces nouveaux outils peuvent résumer et synthétiser des contenus sans que l'utilisateur n'ait besoin de consulter les sources originales. Les organes de presse, qui dépendaient depuis longtemps du trafic généré par les moteurs de recherche pour attirer des lecteurs et des revenus publicitaires, s'attendent à perdre près de la moitié de leur trafic dans les prochaines années, selon l'enquête *Digital Trends 2026* de l'Institut Reuters.

Économie de l'attention

Ces évolutions surviennent alors même que l'industrie de l'information peine déjà à capter l'attention dans un environnement saturé d'informations, de divertissements et de distractions en tous genres. Dans cette « économie de l'attention », la concurrence ne vient pas seulement des autres médias, mais aussi des créateurs de contenu, des influenceurs, des streamers, des podcasteurs et autres fils personnalisés conçus pour capter l'audience.

De fait, l'actualité et la politique font de moins en moins recette. Selon le *Digital News Report 2025*, à l'échelle internationale, 40 % des personnes interrogées déclarent éviter parfois ou souvent les informations — contre 29 % en 2017. Elles expliquent que l'actualité leur donne souvent un sentiment d'impuissance, d'épuisement, d'anxiété ou de surcharge.

D'autres jugent la couverture médiatique répétitive, trop négative ou décalée par rapport à leur quotidien. Ce désengagement menace le journalisme, mais aussi la démocratie elle-même. Lorsque les citoyens se détournent de l'information publique, ils sont plus exposés à la manipulation, aux théories complotistes et aux récits polarisants.

Confiance en recul

Pendant des décennies, les organisations médiatiques ont construit leur autorité autour de la puissance de leurs marques institutionnelles et de normes éditoriales claires. Mais dans de nombreux pays parmi les plus peuplés, la confiance est en recul. Aujourd'hui, de nombreux publics — en particulier les jeunes utilisateurs — se fient davantage à des individus qu'à des institutions. Les créateurs de contenu, podcasteurs, youtubeurs, streamers et influenceurs sont devenus des voix puissantes dans l'espace public.

Certains de ces créateurs produisent un journalisme de qualité très suivi. D'autres se spécialisent dans le commentaire, le militantisme ou le journalisme d'opinion. Mais contrairement aux journalistes traditionnels, ils sont rarement soumis à des lignes éditoriales, des exigences de transparence ou des obligations d'équilibre et de vérification. Les frontières entre journalisme, divertissement et opinion se brouillent.

Cette « économie des créateurs » est accélérée par l'évolution des plateformes. Les réseaux sociaux deviennent moins sociaux et plus algorithmiques. De plus en plus, les utilisateurs voient des contenus qui ne proviennent plus de leurs proches, mais de créateurs sélectionnés par des systèmes de recommandation pilotés par l'IA. Les contenus centrés sur les personnalités fonctionnent souvent mieux que les repor-



tages parce qu'ils sont plus divertissants, mais aussi parce qu'ils paraissent plus authentiques et plus proches du public.

Face à ces évolutions, les médias traditionnels ne sont pas restés sans réaction. Certains investissent davantage dans les podcasts, les lettres d'information, les vidéos et un journalisme incarné par des personnalités. D'autres encouragent leurs journalistes à développer des relations directes avec l'audience. Des organes de presse qui minimisaient autrefois l'importance des journalistes en tant qu'individus — comme l'hebdomadaire britannique *The Economist* — placent désormais les visages, les personnalités et les récits de vie au cœur de leur stratégie.

Deepfakes et voix synthétiques

Parallèlement, la désinformation et la désinformation gagnent du terrain. Notre enquête *Digital News Report* montre que l'inquiétude du public face aux contenus faux ou trompeurs progresse. Plus de la moitié des personnes interrogées (58 %) déclarent avoir du mal à distinguer le vrai du faux dans les actualités en ligne.

Désormais, l'IA générative menace d'intensifier ce phénomène en réduisant drastiquement le coût de production de

faux textes, d'images, de fichiers audio et vidéo. Les *deepfakes*, les voix synthétiques et la propagande générée par IA ont déjà fait leur apparition dans des campagnes politiques. Mais le plus grand danger réside peut-être dans le volume. Internet risque d'être submergé par des contenus de faible qualité, sensationnalistes ou trompeurs. Si les citoyens ne savent plus à quelles sources se fier, l'autorité du reportage professionnel pourrait encore s'affaiblir.

Dans le même temps, les attaques contre les journalistes et les médias indépendants se sont intensifiées dans de nombreux pays. Déjà confrontés à une baisse des revenus, à la précarité, à une réduction des effectifs dans les rédactions, les journalistes font face à un harcèlement en ligne croissant. Le journalisme local, en particulier, s'est affaibli. Dans de nombreuses régions, les « déserts médiatiques » s'étendent à mesure que les petits médias ferment ou réduisent leur couverture.

Nouveaux formats

Et pourtant, l'industrie de l'information a montré sa capacité à s'adapter. Sa survie en dépend. Les enquêtes internationales mettent en évidence une forte demande en faveur d'un journalisme précis, impartial, transparent et de qualité. Le public

réclame des reportages capables de décortiquer des sujets complexes et de fournir des informations fiables.

Le public des jeunes préfère désormais les formats vidéo et audio. Les podcasts, en particulier, sont devenus un espace important de nuance, de profondeur et de proximité à une époque où une grande partie de la communication en ligne paraît rapide, fragmentée et polarisée. Le journalisme vidéo, les lettres d'information, les formats interactifs et les récits déclinés sur différents supports peuvent rendre le journalisme plus engageant sans rien sacrifier sur le fond.

Parallèlement, de nombreux médias expérimentent différents formats comme le journalisme explicatif, les reportages axés sur les solutions ou les approches communautaires. La couverture de sujets comme le changement climatique, par exemple, devrait offrir davantage d'explications claires, de solutions pratiques.

“

Près de la moitié des moins de 25 ans déclarent que les réseaux sociaux constituent leur principale source d'information

L'essor des collaborations journalistiques transfrontalières est une autre tendance marquante. Les organisations de presse mettent en effet de plus en plus leurs forces en commun pour traiter des enquêtes aux ramifications internationales qu'aucune rédaction ne pourrait facilement mener seule. Des réseaux tels que l'*International Consortium of Investigative Journalists* (ICIJ) et l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP) ont coordonné des reportages sur la criminalité, les



© Cyril Zannettacci / Agence VU

▼ Reportage en direct lors d'une manifestation à Paris (France), 2023.

La liberté d'expression toujours plus menacée

La liberté d'expression est en net recul dans le monde. C'est le constat alarmant que dresse le rapport de l'UNESCO sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2022-2025 rendu public en décembre 2025. Il révèle une baisse de 10 % de la liberté d'expression dans le monde depuis 2012, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis des décennies.

Premier constat : au cours de la période étudiée (2022-2025), 186 journalistes ont été tués alors qu'ils couvraient des zones de conflit, soit une augmentation de 67 % par rapport à la précédente période (2018-2021).

Au quotidien, les journalistes sont confrontés à un spectre toujours plus large d'attaques, qu'elles soient physiques, numériques ou juridiques. Certains sont victimes de menaces qui les obligent à fuir leur foyer : depuis 2018, plus de 900 journalistes en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été contraints à l'exil.

Le harcèlement en ligne des journalistes, visant en particulier les femmes, a augmenté dans le monde entier. Une étude menée par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) pour ONU Femmes, en partenariat avec l'UNESCO, a révélé que 75 % des femmes journalistes et des travailleuses des médias ont été victimes de violence en ligne en 2025.

Autre cible privilégiée : les journalistes spécialisés dans l'environnement, qui sont désormais exposés à un risque accru ; l'UNESCO a recensé 749 attaques

contre des journalistes couvrant des questions environnementales entre 2009 et 2023.

Malgré les engagements internationaux visant à mettre fin à l'impunité, les poursuites judiciaires restent rares. Si des progrès modestes ont été réalisés, le taux d'impunité étant passé de 95 % en 2012 à 85 % en 2024, la plupart des auteurs de ces crimes restent impunis.

Mais si la liberté d'expression est de plus en plus menacée, le Rapport de l'UNESCO note que des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès à l'information. Entre 2020 et 2025, 1,5 milliard de personnes supplémentaires ont eu accès aux réseaux sociaux et aux plateformes de messagerie.

Au cours de la même période, le journalisme d'investigation collaboratif a pris de l'ampleur, ce qui a conduit à une augmentation du nombre de grandes enquêtes transfrontalières. Les équipes dédiées à la vérification des faits se sont renforcées dans de nombreux médias.

Par ailleurs, les lois reconnaissant les médias communautaires se multiplient à l'échelle mondiale, contribuant ainsi à préserver une source vitale d'informations locales fiables.

Pour inverser la tendance et renforcer la liberté d'expression, les auteurs du rapport encouragent les États à protéger et à investir dans le journalisme, à favoriser la transparence dans la sphère numérique et à développer l'éducation aux médias et à l'information.

enjeux environnementaux ou encore la désinformation dans plusieurs pays.

Des groupes comme Bellingcat, basé aux Pays-Bas, ont été pionniers dans la vérification des faits et les enquêtes fondées sur des sources ouvertes, en combinant le travail des professionnels de l'information avec un réseau de bénévoles et de journalistes citoyens. De telles collaborations sont de nature à renforcer la portée du journalisme d'intérêt public à une époque où de nombreuses rédactions sont confrontées à des pressions économiques et politiques.

Certains éditeurs redécouvrent la valeur d'un journalisme plus lent et plus réfléchi. Les quotidiens britanniques *The Guardian* et *The Financial Times* ont considérablement réduit le nombre de leurs articles sans nuire à la fidélité de leurs lecteurs. Le site danois de « slow news » *Zetland* a

étendu sa présence avec des déclinaisons locales en Finlande et en Norvège.

L'IA pourrait également apporter des solutions en aidant les journalistes à analyser des données, personnaliser les formats, traduire des contenus et automatiser certaines tâches. Utilisées de manière responsable, ces technologies pourraient libérer du temps pour les enquêtes originales et les récits de vie. Mais cela nécessitera des normes éthiques claires, de la transparence, un contrôle éditorial et une responsabilité publique.

En définitive, l'avenir du journalisme dépendra peut-être moins de la technologie elle-même que de la capacité des organisations médiatiques à reconstruire des relations de confiance avec leur public. Les médias restent parmi les rares institutions dédiées à la vérification de l'information dans l'intérêt public. Dans

un écosystème informationnel polarisé et fragmenté, ce rôle devient encore plus crucial. Des initiatives comme *BBC Verify* ont vu le jour avec pour objectif d'expliquer davantage au public les processus de vérification. Les méthodes d'enquête en source ouverte montrent également comment la transparence peut renforcer la confiance.

La crise actuelle du journalisme n'est donc pas seulement une histoire de déclin. C'est aussi une histoire de transition. Les formes, les formats et les modèles économiques du journalisme évoluent, mais le besoin fondamental d'une information fiable demeure. Si le journalisme parvient à s'adapter aux nouvelles technologies tout en restant fidèle à ses principes fondamentaux — précision, équité, transparence et indépendance — il peut réussir à parler aux nouvelles générations. ■

Fergus McIntosh : « Le fact-checker est comme un mécanicien qui désosse une voiture »

Dans un paysage médiatique gangréné par la désinformation où il est devenu difficile de remonter jusqu'à la source des informations, le travail de vérification effectué par les rédactions est crucial. Peu de personnes connaissent mieux les enjeux de cette tâche éditoriale essentielle que Fergus McIntosh, qui dirige le célèbre service de fact-checking de l'hebdomadaire américain *The New Yorker*.

Comment définiriez-vous le fact-checking ?

On pourrait le comparer au travail du mécanicien qui désosse une voiture. Il faut examiner chaque pièce, polir celles qui doivent l'être et s'assurer que tout fonctionne avant de remonter l'ensemble. L'objectif est de faire en sorte que l'article final soit exact, équilibré, convaincant, replacé dans son contexte et aussi bon que possible.

Le légendaire service de fact-checking du New Yorker a été créé il y a près d'un siècle. Dans quelles circonstances a-t-il vu le jour ?

En 1927, le magazine a publié un portrait de la poétesse Edna St. Vincent Millay, immense célébrité des années 1920. Or, le paragraphe d'ouverture contenait, semble-t-il, plusieurs erreurs majeures. On y affirmait notamment que son père était docker alors qu'il était instituteur. La mère de la poétesse s'en est plainte au magazine et le fondateur et rédacteur en chef a alors compris que la rédaction devait prendre les faits beaucoup plus au sérieux. On peut donc dire que c'est une mère en colère qui a donné naissance au service de fact-checking du *New Yorker* !

Le service a été renforcé dans les années 1980 et 1990, lorsque le magazine a commencé à publier de très longs reportages qui s'étaient souvent sur

plusieurs numéros. C'est à cette époque que l'une des meilleures et des plus célèbres plumes du magazine a été accusée d'avoir falsifié des citations. Il s'en est suivi dix années de procédures judiciaires. C'est en partie cette affaire qui a décidé le magazine à exiger des auteurs qu'ils nous remettent tous les documents liés à leur travail, qu'il s'agisse des enregistrements, des notes, des photos ou des retranscriptions d'entretiens.

“
Nous vérifions tout, des grands reportages aux articles d'actualité en passant par les critiques

Aujourd'hui, le service compte 29 personnes. Nous continuons à vérifier l'édition papier, qui paraît presque chaque semaine, mais le *New Yorker* publie désormais autant de contenus en ligne. Nous vérifions donc tout, des grands reportages aux articles d'actualité en passant par les

critiques. Nous passons également au crible les programmes radio, les podcasts, les textes humoristiques, les dessins et les couvertures. Même la fiction fait l'objet d'une vérification !

Pouvez-vous décrire une journée typique dans la vie d'un fact-checker ?

C'est très varié. Nous effectuons beaucoup de recherches de notre côté, mais nous travaillons aussi à partir des documents fournis par les auteurs afin de nous assurer que les informations sont correctes et suffisamment précises. Nous vérifions aussi que l'argumentation est cohérente et le propos général de l'article justifié.

Il nous arrive de passer plusieurs semaines d'affilée sur une grande enquête, à vérifier des éléments avec l'auteur ou à appeler des sources pour confirmer les propos qu'elles ont tenus. Dans certains cas, on peut aussi solliciter d'autres sources. Parfois, une journée entière est nécessaire pour parcourir des articles scientifiques relatifs à des découvertes évoquées dans un article. Ces grandes enquêtes peuvent prendre différentes formes, mais les bases restent les mêmes : reportage, recherches complémentaires et édition.

Vérifier les articles de la rubrique d'actualité quotidienne prend moins de temps ; un article qui nous est transmis le matin est parfois finalisé avant la fin de la



journée. Quant aux critiques musicales, elles nous conduisent parfois à passer une partie de la journée à écouter un nouvel album simplement pour nous assurer que les paroles sont correctement retranscrites et que les références aux morceaux sont les bonnes.

Ce que je préfère, c'est le bouclage d'un grand article, quand, après avoir passé parfois trois semaines sur un reportage de 10 000 mots, on s'assied avec l'auteur, le rédacteur, le correcteur et les fact-checkers. On le relit tous ensemble une dernière fois et, même si on a l'impression que le texte est fin prêt, on trouve toujours quelque chose qui ne va pas. Et ça, c'est extrêmement satisfaisant.

Sans ce travail « invisible », qui se déroule en coulisse, à quoi ressembleraient des médias comme le New Yorker ?

En réalité, ce travail n'est pas invisible ; il est contenu dans l'article. Simplement, il n'est pas mentionné comme tel. En fait, il devient surtout visible lorsqu'il échoue, c'est-à-dire lorsqu'il y a des erreurs — et tout le monde déteste les erreurs. C'est un principe très important pour nous : nous corrigeons les erreurs en toute transparence, et tous ceux qui en repèrent devraient faire de même.

Le fact-checking fait partie intégrante du travail éditorial parce qu'il en garan-

tit la qualité. Nous voulons des récits qui montrent le monde tel qu'il est. Or, si certains détails sont erronés, alors tout le reste de l'article est sujet à caution. Un texte se construit à partir de détails. C'est à partir de ces détails que se forment les points de vue et les idées qui donnent leur force aux récits — et souvent à notre société.

Si les articles n'étaient pas vérifiés, leur qualité s'en ressentirait, leur profondeur et leur impact aussi. Moins intéressant, moins attractif, moins influent, le contenu des organes de presse aurait aussi moins de valeur sur le plan commercial. Sans parler des problèmes juridiques que cela soulèverait. Et dans le cas des journaux, des médias audiovisuels publics et des



“
Un fact-
checking
rigoureux
reste l'un
des meilleurs
moyens
de détecter
si un contenu
a été généré
par l'IA



© Malika Favre & The New Yorker. Publié pour la première fois en couverture du New Yorker, le 3 février 2020. Reproduit avec autorisation. Tous droits réservés.

▼ La une du New Yorker, parue en février 2020, illustrée par Behind the Lens (Derrière la caméra), une œuvre de l'artiste française Malika Favre.

médias locaux en particulier, nous manquerions à notre devoir qui est de fournir aux citoyens les informations essentielles pour éclairer leurs décisions importantes.

Si l'on considère les médias comme le « quatrième pouvoir », c'est-à-dire comme un contrepoids aux grands centres de pouvoir, ce rôle devient beaucoup moins efficace si les faits sont erronés. Le pouvoir des journalistes réside dans leur crédibilité. Si on cesse de rechercher l'exactitude, pourquoi nous ferait-on confiance ? Et si personne ne nous fait confiance, comment pouvons-nous remplir ce rôle consistant à demander des comptes au pouvoir ?

Dans un paysage médiatique où les contenus sont de plus en plus façonnés et diffusés par les algorithmes et l'intelligence artificielle (IA) générative, comment les pratiques de vérification du New Yorker ont-elles évolué ?

Notre travail de fact-checking est déjà affecté par l'IA, et je suis certain qu'elle contribuera aussi à l'améliorer, mais je ne pense absolument pas qu'elle le remplacera.

Nous avons la chance d'avoir un processus reposant sur les ressources humaines : lorsqu'une personne est

mentionnée dans un article, nous la contactons directement. Les personnes avec lesquelles je travaille passent beaucoup de temps au téléphone. Cela nous a beaucoup protégés au cours des dernières années. J'espère que cette tâche fondamentale qui consiste à dialoguer directement avec les personnes concernées et à remonter aux sources primaires ne changera pas.

Il est vrai qu'on peut imiter une voix grâce à l'IA. Nous devons rester attentifs et nous adapter aux évolutions technologiques. Un autre défi réside dans le contenu généré par l'IA qui se répand sur Internet. Pour garantir la véracité de ce que l'on publie, on ne peut pas s'en remettre à une boîte noire sans s'interroger sur ses affirmations. Il faut cliquer sur les sources et accéder aux liens originels. Mais comme de plus en plus de contenus sont générés par l'IA, cela crée un jeu de miroirs dans lequel il devient difficile de se retrouver.

Heureusement, les fact-checkers sont bien placés pour relever ce défi, car évaluer la qualité des sources est précisément notre métier. Je pense également qu'un fact-checking rigoureux reste l'un des meilleurs moyens de détecter si un contenu soumis par un auteur a été généré par l'IA.

C'est une période intéressante, car elle soulève auprès d'un public large des questions auxquelles les fact-checkers et les reporters se confrontent depuis longtemps. Aujourd'hui, nous sommes bien plus exposés à des sources peu fiables que par le passé. Face à cette situation, on peut se laisser aller à une forme de cynisme en considérant qu'« on ne peut plus rien savoir », que nous sommes entrés dans une « ère de post-vérité ». Mais il existe un scénario plus optimiste selon lequel les individus vont commencer à prendre leurs responsabilités en comprenant qu'ils doivent faire des choix actifs avant d'accorder leur confiance. Je penche plutôt pour cette seconde option, et j'espère bien contribuer à la faire advenir.

Dans ce contexte, je trouve plutôt intéressante la tendance actuelle qui consiste à montrer les vrais journalistes derrière leur travail. Cette approche prometteuse peut également servir de contrepoids à l'ère de l'IA ; après tout, la confiance est une donnée humaine. Par exemple, au New Yorker, les auteurs des grandes enquêtes sont généralement invités en studio pour parler de leur article. Il ne s'agit pas seulement de les promouvoir, mais aussi de montrer au public qui est la personne derrière le texte et comment elle travaille. ■

Au Portugal, les podcasts ont le vent en poupe

Si la presse écrite traditionnelle perd du terrain, les formats audio séduisent le public, toutes générations confondues.

Les fenêtres du studio de *Público* qui s'ouvrent sur le Tage offrent l'une des plus belles vues de Lisbonne. À l'intérieur de la petite pièce installée au sein de la rédaction du quotidien portugais, le silence règne en attendant l'arrivée du prochain journaliste et de ses invités.

Ruben Martins a été embauché il y a moins de dix ans, à sa sortie de l'université, pour lancer la stratégie audio de *Público*. Il jette un coup d'œil au programme du jour qui prévoit une interview de la chanteuse Bárbara Tinoco et la visite de l'ancien joueur de football Augusto Inácio, chargé d'une série consacrée à la Coupe du monde.

“

**Le podcast
est un moyen
de toucher
de nouvelles
audiences**

Fondé en 1989, *Público* se veut depuis le départ un journal innovant aussi bien sur le plan éditorial que technologique. Mais après plusieurs décennies d'existence, le quotidien n'est pas épargné par la crise profonde qui affecte le secteur de la presse dans le pays, plus encore que dans les pays voisins. Aujourd'hui, seuls 10 % des Portugais sont prêts à payer pour

s'informer, contre une moyenne mondiale de 17 %. Le tirage quotidien de *Público* en témoigne, passé de 33 000 exemplaires à ses débuts à environ 9 000 en 2025. En revanche, avec environ 55 000 lecteurs, son audience numérique est la plus élevée du pays.

Si la presse écrite connaît un déclin, le public portugais se montre particulièrement friand de podcasts, comme le montre le *Digital News Report* de 2025, publié par l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme de l'université d'Oxford. Pour le seul mois de janvier 2025, les auditeurs portugais ont téléchargé 12,8 millions d'émissions.

Miguel Paisana, expert en médias et chercheur à l'Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE), confirme cette tendance : « Les podcasts touchent l'ensemble de la société portugaise, toutes tranches d'âge confondues. Au départ, il s'agissait d'un phénomène en pleine expansion chez les 18-24 ans, mais aujourd'hui, ils sont adoptés même par les plus de 65 ans. »

Vin, livres ou parentalité au programme

C'est en 2017 que *Público* a lancé son premier podcast, intitulé P24. Deux ans plus tard, c'est devenu un programme quotidien. Fort d'une équipe de quatre personnes — deux journalistes et deux ingénieurs du son — auxquels s'ajoutent des collaborateurs ponctuels issus de la rédaction, *Público* publie désormais des contenus audio portant aussi bien sur l'actualité générale que sur des sujets plus spécifiques comme la politique nationale

et internationale, la critique cinéma, le vin, les livres ou encore la parentalité.

« Nous avons le sentiment d'être une porte d'entrée vers le journalisme pour la jeune génération. Certaines personnes n'ont aucun contact avec la presse, qu'elle soit papier ou numérique, mais elles apprécient le fait qu'un journaliste leur raconte ce qui se passe dans le monde ou leur présente les faits marquants de la journée », explique Ruben Martins.

Selon le journaliste, l'ambition est de transposer le contenu du quotidien en format audio tout en conservant l'exigence de qualité de ses articles. C'est aussi un moyen de toucher de nouvelles audiences et de créer des liens avec ces auditeurs. « Nous produisons par exemple un podcast sur les trains animé par un de nos journalistes, Carlos Cipriano, qui est un expert du domaine. Il nous semblait dommage de ne pas mettre à profit ses connaissances pour toucher ce public ciblé. Ce programme a été conçu sur mesure pour lui ». D'ailleurs, les auditeurs transmettent leurs réclamations aux animateurs du podcast comme s'ils étaient des médiateurs de la compagnie ferroviaire nationale parce qu'ils savent que des représentants de la compagnie écoutent l'émission.

« Ce type de relation, qui n'existe pas de la même manière dans la presse écrite, nous permet de jouer avec les possibilités sans pour autant renoncer à notre rigueur journalistique », déclare Ruben Martins. « Nous avons tendance à simplifier le langage, afin d'établir une relation plus étroite avec nos interlocuteurs. Car, en fin de compte, nous parlons directement à l'oreille de quelqu'un. Et cette alchimie



entre ceux qui produisent et ceux qui écoutent est formidable ».

Prime au divertissement

À l'image de *Público*, les principaux médias portugais, comme *l'Expresso* et *l'Observador*, ont également investi dans les podcasts. Mais cet engouement pour les contenus audio ne profite pas forcément à

l'information. Moins d'un Portugais sur dix interrogé dans le cadre du dernier *Digital News Report* a cité les podcasts d'actualité parmi ses sources d'information. Selon un classement certifié des podcasts au Portugal (Marktest), en mars 2026, six des dix podcasts les plus écoutés étaient classés dans la catégorie « comédie ».

Le désintérêt du public pour la presse n'est pas sans conséquence sur la pro-

fession. Selon l'enquête nationale sur les conditions de vie et de travail des journalistes au Portugal de 2023, près de la moitié des journalistes font état de « niveaux élevés d'épuisement professionnel ». Près des deux tiers déclarent avoir envisagé de changer de métier. En quête d'alternatives, certains se tournent vers des initiatives médiatiques indépendantes plus modestes.

Protéger la sécurité des journalistes dans le monde

Essentiel au développement durable, à la protection des droits humains et à la consolidation de la démocratie, le journalisme reste un métier dangereux : près de neuf assassinats de journalistes sur dix ne sont jamais élucidés. À ces assassinats s'ajoutent les cas de disparitions forcées, de détentions arbitraires et autres agressions non mortelles.

Les journalistes sont confrontés à un ensemble toujours plus large de menaces, notamment des agressions physiques, des attaques numériques et des actions en justice. Les femmes journalistes sont confrontées à des menaces propres au genre, et les journalistes travaillant dans des zones de conflit sont exposés à des risques accrus, notamment des difficultés psychologiques et psychosociales.

Face à cette situation, l'UNESCO s'emploie à lutter contre les violences sexistes en promouvant une gouvernance numérique fondée sur les droits humains et en soutenant la recherche et le dialogue sur la place des femmes dans les médias. L'Organisation collabore avec des rédactions pour élaborer des protocoles de sécurité tenant compte des questions de genre.

Au cours de la dernière décennie, depuis la création du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, coordonné par l'UNESCO, plus de 50 mécanismes de protection des journalistes ont été mis en place. L'UNESCO a également mobilisé et sensibilisé plus de 50 000 juges, procureurs et agents des forces de l'ordre ; elle a en outre apporté son soutien à des milliers d'avocats dans la défense de plus de 9 000 journalistes à travers le monde.

Dans les situations de conflit, l'UNESCO soutient la formation, la protection et la santé mentale des journalistes dans les zones de conflit ou en exil, notamment en mettant en place des espaces sécurisés pour les médias.

Au titre du Plan d'action des Nations Unies pour la sécurité des journalistes, l'UNESCO continue d'œuvrer en mettant l'accent sur la sensibilisation, le soutien à l'élaboration de normes et de politiques, le suivi et le signalement des violations, le renforcement des capacités des parties prenantes, la recherche et la mise en place de coalitions.



**En janvier 2025,
les auditeurs
portugais ont
téléchargé
12,8 millions
d'émissions**

Parmi celles-ci figurent des projets ambitieux de journalisme d'investigation et de journalisme audio narratif, tels que *Divergente* et *Fumaça*. Si les deux structures sont financées par les contributions des auditeurs et des subventions, *Fumaça* se consacre aux podcasts de journalisme d'investigation, tandis que *Divergente* produit également des formats visuels, comme des documentaires. Leurs reportages, élaborés sur plusieurs mois, s'intéressent à des sujets aussi variés que le fonctionnement du système pénitentiaire portugais ou les motivations d'un pyromane.

S'ils constituent un débouché prometteur, les podcasts s'inscrivent toutefois dans un environnement devenu très concurrentiel. L'originalité de l'approche, la qualité du récit et un investissement important dans la production sont des éléments importants pour le succès d'un programme audio. Sans oublier l'incarnation, essentielle quand on parle à l'oreille des auditeurs. « L'animateur joue un rôle essentiel dans la réussite d'un podcast », résume Miguel Paisana. ■

▼ Ruben Martins, podcasteur
au quotidien portugais Público,
dans le studio d'enregistrement
du journal, à Lisbonne.

© Estela Silva

La radio en première ligne dans les situations de crise

En période de crise (épidémies, catastrophes naturelles, conflits armés...), les médias jouent un rôle essentiel dans la mesure où ils sont la principale source d'informations humanitaires. Il est capital que les journalistes puissent poursuivre leur travail pendant les catastrophes et les conflits, et que leurs reportages restent indépendants et professionnels.

Au-delà de ses initiatives d'intervention rapide visant à protéger les journalistes lors de crises graves grâce à des équipements de protection, un soutien psychosocial et juridique et des infrastructures d'urgence, l'UNESCO s'emploie à renforcer la résilience à long terme des médias dans les régions touchées par des crises et les zones exposées aux catastrophes environnementales.

La radio étant souvent la principale source d'information dans les situations de crise et de post-crise, l'UNESCO a concentré

ses efforts sur le soutien aux radios locales dans des environnements difficiles, notamment en Afghanistan, au Soudan du Sud, au Népal ou encore au Zimbabwe.

Les médias jouent un rôle tout aussi essentiel dans la prévention, notamment grâce aux systèmes d'alerte précoce. Les journalistes sont des acteurs essentiels de l'action climatique et de la préparation aux catastrophes. Dans les petits États insulaires en développement (PEID), l'Organisation a formé les médias locaux à l'utilisation des données géospatiales et de l'intelligence artificielle afin d'améliorer la communication sur les risques environnementaux.

Pour aider les journalistes du monde entier à faire face aux catastrophes, l'Organisation a élaboré un *Modèle de plan de préparation et de réponse aux catastrophes pour les médias* (2025).

*Professeur associé
à la NLA Høgskolen
de Norvège, chercheur
associé à l'université
du Witwatersrand en
Afrique du Sud et président
de l'African Journalism
Education Network (Ajen).*

Les écoles de journalisme revoient leur copie

Face à la crise des médias traditionnels, les écoles de journalisme s'adaptent, même si les réformes universitaires peinent à suivre le rythme effréné des changements technologiques.

L'avènement des médias numériques a changé la donne en matière de journalisme. La migration des revenus publicitaires vers les grandes plateformes a provoqué une crise économique des médias traditionnels qui se traduit par la disparition de nombreux journaux et des pertes d'emplois. Dans le même temps, la désinformation gagne du terrain, provoquant une crise de confiance qui affecte l'ensemble de la profession.

Ces évolutions ne peuvent qu'affecter l'enseignement du journalisme. Partout dans le monde, les établissements de formation cherchent de nouvelles façons de préparer les futurs diplômés à un monde dominé par les nouveaux formats numériques et où les emplois traditionnels et stables deviennent plus rares.

Dans cette optique, la plupart des écoles ont élargi l'éventail des outils technologiques auxquels les étudiants sont formés. Ces ajustements ne vont pas de soi. Les processus universitaires de réforme des programmes sont lourds et lents, tandis que les innovations technologiques connaissent un rythme effréné, et certaines disparaissent aussi rapidement qu'elles sont apparues.

Nouveaux formats

Malgré tout, les écoles s'adaptent. Les podcasts, les vidéos courtes et les campagnes sur les réseaux sociaux ne sont que quelques-uns des nouveaux formats désormais enseignés. Les étudiants de l'école de journalisme de l'université de Cardiff, au pays de Galles (Royaume-Uni), sont désormais formés à l'utilisation « d'une variété de logiciels pour produire des contenus graphiques, des blogs, des applications et des campagnes sur les réseaux sociaux ».

Si les compétences techniques sont importantes, les établissements mettent aussi l'accent sur le récit et l'efficacité du narratif. L'école de journalisme de l'université Thomas More de Malines (Belgique) recrute par exemple ses étudiants en sondant leurs motivations par des questions telles que : « Avez-vous une histoire à raconter ? Avez-vous besoin que votre voix soit entendue ? Voulez-vous apporter un peu d'humanité au monde souvent brutal dans lequel nous vivons ? »

À ces défis s'ajoutent pour les écoles de journalisme des pays plus pauvres des contraintes budgétaires et technologiques. Pour l'enseignant ghanéen en

journalisme Richmond Acheampong, le déficit en matière d'infrastructures numériques pénalise lourdement les établissements africains. Dans un article publié en avril 2026 sur le site de l'African Journalism Education Network (Ajen) (Réseau africain d'éducation au journalisme), il souligne qu'à l'heure où le journalisme repose sur la collaboration en ligne, la vérification en direct et l'analyse de données, « une faculté ne peut pas sérieusement former des étudiants à ces réalités si la bande passante est instable, coûteuse ou inexistante. »

Le travail pratique, qui a longtemps constitué un pilier de la formation en journalisme à travers les journaux universitaires, la radio et parfois même la télévision, est lui aussi bousculé. L'université Rhodes de Makhanda, en Afrique du Sud, possède le journal local *Grocott's Mail*, qui a permis à des générations d'apprentis journalistes de mettre le pied à l'étrier. Le virage numérique a mis fin à l'édition papier, et la publication est désormais diffusée sous forme de journal PDF, par des lettres d'information, Facebook et d'autres canaux numériques. Cette transition a ouvert un nouvel accès à un écosystème numérique de l'information qui favorise les interactions avec les habitants et le public.

Précarité

Pour rester pertinentes, les écoles de journalisme doivent aussi entretenir des liens étroits avec le milieu professionnel. Le projet participatif panafricain lancé par l'UNESCO pour développer des critères d'excellence pour l'enseignement du

“

Le déficit en matière d'infrastructures numériques pénalise lourdement les écoles de journalisme africaines

journalisme en Afrique va dans ce sens. En 2023, des consultations en ligne ont réuni une centaine d'enseignants en journalisme du continent africain pour évoquer les défis auxquels ils étaient confrontés. Dans le même esprit, l'Ajen organise

chaque année des tables rondes avec des représentants de l'industrie et des professionnels dont la prochaine édition aura lieu à Maurice.

Aujourd'hui, les étudiants doivent être préparés à ce que les universitaires

néerlandais Mark Deuze et Tamara Witschge ont qualifié de travail « post-industriel, entrepreneurial et atypique ». Ils doivent posséder les compétences nécessaires pour travailler comme indépendants dans un monde dominé par les missions ponctuelles et les start-up. C'est ce que s'emploie à faire le Centre d'innovation de l'école supérieure des médias et de la communication de l'université Aga Khan de Nairobi (Kenya), qui accompagne la création de start-up.

“

Les étudiants en journalisme doivent être préparés au travail « entrepreneurial et atypique »

Si la précarité est considérée comme un nouveau défi pour le journalisme dans les pays du Nord, elle fait depuis longtemps partie de la réalité du travail journalistique en Afrique et dans d'autres régions du Sud global. En ce sens, les expériences africaines peuvent se révéler riches d'enseignement pour les médias situés hors du continent.

À l'avenir, il est important que les écoles de journalisme aillent au-delà de leur fonction traditionnelle de formation des étudiants et s'ouvrent aux nouveaux acteurs du journalisme qui ont besoin d'acquérir des compétences classiques de recherche, de vérification et de narration. Cette ouverture à d'autres publics offre des opportunités nouvelles et fait partie de la mue nécessaire des écoles de journalisme. ■

▼ La une du Grocott's Mail, journal publié par l'université Rhodes à Makhanda (Afrique du Sud). L'édition du 22 mai 2026 met à l'honneur un club de football féminin local.



Pourquoi j'ai choisi d'étudier le journalisme

Malgré un contexte difficile et un futur incertain, Kamiel Vermeulen, journaliste de 26 ans originaire d'Amsterdam (Pays-Bas), fraîchement diplômé d'un master en journalisme, reste convaincu que ce métier a de l'avenir.

Dites à quelqu'un que vous étudiez le journalisme et vous recevrez probablement en retour un « oh » légèrement inquiet, quand cette réaction ne s'accompagne pas carrément d'un discret froncement de sourcils.

Je n'aime pas l'admettre, mais je comprends. L'intelligence artificielle (IA) est à la mode, pas le journalisme. Avec des modèles de langage capables de rédiger plusieurs paragraphes en quelques secondes, qui a encore besoin des

journalistes ? Ou pour le dire plus brutalement : pourquoi encore étudier le journalisme ?

Pour moi, qui suis diplômé du master conjoint en journalisme et affaires internationales de l'Institut d'études politiques de Paris, le journalisme a toujours été une évidence. Comment forger ses idées et ses opinions sans les médias ? J'ai toujours trouvé fascinant de penser que chaque personne que l'on croise porte en elle une vision du monde, et que cette vision est largement façonnée par le journalisme.

“

Un modèle d'IA ne peut pas rencontrer une source confidentielle sur un parking. Un humain, si.

L'information comme bien commun

Le journalisme pluraliste et indépendant — celui qui privilégie l'intérêt public par rapport aux agendas politiques, commerciaux ou partisans — est aujourd'hui largement fragilisé par la crise des revenus traditionnels, marquée notamment par le déclin des recettes publicitaires. La production de contenus d'actualité, dans un environnement de plus en plus concurrentiel et fragmenté, permet de moins en moins d'assurer la viabilité économique des médias.

Or, cette viabilité est cruciale pour garantir l'information en tant que bien commun, comme le rappelle la Déclaration de Windhoek+30, adoptée lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2021, et dont les principes ont été adoptés par les États membres de l'UNESCO. La Déclaration insiste aussi sur le besoin de transparence des plateformes numériques et la nécessité d'améliorer l'éducation aux médias.

Pour assurer la production et la diffusion d'informations fiables, notamment à travers son Programme international du développement de la communication (PIDC), l'UNESCO s'emploie à accompagner les décideurs politiques et les acteurs des médias afin de les accompagner dans cette mutation vers de nouveaux modèles économiques.

Cette transition passe notamment par un travail auprès des médias eux-mêmes afin de diversifier leurs sources de revenus, et auprès des autorités nationales afin de mettre en place des politiques publiques favorables à un secteur médiatique indépendant et d'intérêt public. Elle passe aussi par un dialogue avec les plateformes numériques pour promouvoir des mécanismes de rémunération plus équitables.



▼ Kamiel Vermeulen en tournage à l'ambassade de Pologne, à Paris (France), lors d'un reportage consacré aux élections parlementaires polonaises, en octobre 2023.

“
Alors que la désinformation prospère, il pourrait y avoir un regain d'intérêt pour les médias professionnels

Chaque étudiant se voyait attribuer une ville en dehors de Paris afin d'y devenir correspondant étranger pendant le reste du semestre. S'installer dans un nouvel endroit et construire un réseau de sources pour découvrir des histoires locales ne va pas de soi, mais c'est passionnant. Et ce n'est pas quelque chose qu'un robot pourra faire de sitôt.

Deepfake et intox

C'était également réconfortant d'être entouré d'étudiants qui ont choisi d'étudier le journalisme parce qu'ils croient en ce métier. Et puis c'est une profession qui permet d'explorer une grande variété de sujets, ce qui le rend extrêmement diversifié.

C'est vrai que les plateformes sont submergées par un flux toujours plus grand de contenus qui ne facilite pas la tâche des journalistes. Mais aujourd'hui, alors que la désinformation et les fausses informations prospèrent en ligne — qu'il s'agisse de deepfakes de politiciens ou de récits d'accidents d'avion qui n'ont jamais eu lieu —, il pourrait y avoir un regain d'intérêt du public pour les médias professionnels, seuls capables de garantir une information vérifiée et fiable. Même si personne n'est infaillible.

Les représentations du public ne sont pas figées une fois pour toutes. Et je ne serais pas surpris que, dans quelques années, lorsque quelqu'un dira « j'étudie le journalisme », les sourcils se lèvent avec enthousiasme au lieu de se froncer avec inquiétude. ■

Une évidence

Il faut dire que j'ai grandi entre un père qui lit le journal chaque matin de la première à la dernière page et une mère qui regarde les informations tous les soirs à 20 h. En plus, j'ai toujours aimé écrire.

Pourtant, au moment de choisir mon orientation, de plus en plus de personnes s'informaient déjà grâce aux réseaux sociaux. Et deux mois avant la date limite d'inscription au master, ChatGPT est arrivé. À ce moment-là, tout le monde prédisait la fin du métier de rédacteur.

Pourtant, j'ai persisté. Je me suis dit qu'un robot est peut-être capable d'écrire un article convaincant sur un accident de voiture, mais comment saurait-il que cet accident a eu lieu si personne ne lui fournit l'information ? Par ailleurs, un modèle d'IA ne peut pas rencontrer une source confidentielle sur un parking. Un humain, si.

En me lançant dans ces études, je n'étais en revanche pas du tout conscient des dangers auxquels un journaliste risque d'être confronté. Le fait que la liberté de la presse mondiale est à son

plus bas niveau depuis 25 ans et que les journalistes sont délibérément pris pour cible — les femmes en particulier — a de quoi décourager des vocations.

Journalisme immersif

Quoi qu'il en soit, j'ai commencé mon master de journalisme à Paris. Dès la première semaine, nous avons été initiés aux enquêtes en sources ouvertes, qui consistent à utiliser des contenus accessibles au public pour vérifier des informations, un domaine en pleine expansion avec la montée des fausses informations générées par l'IA.

Au cours des semestres suivants, nous nous sommes formés au journalisme de données, au podcast, aux formats destinés aux réseaux sociaux, à la couverture du changement climatique, au reportage en zones de conflit, au travail en free-lance et à l'IA, en plus des enseignements plus traditionnels comme l'écriture, l'interview et le tournage de reportages télévisés.

Le cours le plus immersif s'appelait *On the Ground and Local Journalism*.

*Professeur émérite
spécialisé dans
les questions de politique
des médias et d'Internet,
il est l'ancien directeur
de la division
de l'UNESCO pour
la liberté d'expression
et le développement
des médias.*

L'information de qualité, un bien commun menacé

Dans un monde où il devient chaque jour plus difficile de faire la part entre les nouvelles fiables et les contrevérités, il est urgent d'agir pour défendre le droit à une information intègre.

La notion d'« intégrité de l'information » fait beaucoup parler d'elle et pour de bonnes raisons. Cette notion a émergé avec le mouvement mondial en faveur d'un environnement informationnel de qualité en 1991. Tout est parti d'une réunion de l'UNESCO réunissant des rédacteurs africains dans la Namibie nouvellement indépendante.

Les acteurs des médias présents à cet événement ont rédigé la Déclaration de Windhoek sur la promotion d'une presse africaine indépendante et pluraliste, ensuite approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO.

Les rédacteurs participants — dont deux avaient été libérés de prison pour l'occasion — étaient bien placés pour

savoir ce qui se passe lorsque le public est privé d'une information juste, comment la censure met à mal la capacité d'une démocratie à résoudre pacifiquement les conflits. Ils avaient vu de près comment des décisions nationales prises sur la base d'informations erronées nuisent au développement national. Leur Déclaration a donné lieu à une norme internationale importante qui reconnaît la nécessité de préserver la liberté de la presse.

Prix Cano : récompenser le courage

Créé en 1997, le Prix mondial UNESCO/Guillermo Cano pour la liberté de la presse est décerné chaque année à une personne, une organisation ou une institution ayant apporté une contribution exceptionnelle à la défense ou à la promotion de la liberté de la presse, en particulier dans un contexte dangereux ou exigeant du courage.

En 2026, il a été décerné au Syndicat des journalistes soudanais en reconnaissance du rôle joué par ce collectif dans la dénonciation du ciblage délibéré des journalistes dans le conflit en cours dans le pays. Parmi les précédents lauréats figurent le média historique nicaraguayen *La Prensa* (2025), les journalistes palestiniens couvrant la guerre à Gaza (2024), les trois journalistes iraniennes emprisonnées Niloofar Hamedi, Elaheh Mohammadi et Narges Mohammadi (2023), l'Association biélorusse des journalistes (2022) et la journaliste d'investigation philippine Maria Ressa (2021).

Le prix porte le nom de Guillermo Cano Isaza, journaliste colombien assassiné le 17 décembre 1986 à Bogotá, devant les bureaux de son journal *El Espectador*. Son engagement ainsi que les circonstances de sa mort symbolisent le prix payé par de nombreux journalistes dans le monde dans l'exercice de leur profession.

Captation des audiences

L'existence d'un journalisme libre et professionnel est en effet un élément essentiel à l'écosystème de la communication parce qu'elle permet de révéler la corruption, de dénoncer les violations des droits humains, de voter de manière éclairée, d'alerter sur le changement climatique ou de lutter contre les discriminations. C'est pourquoi l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu le 3 mai comme la Journée mondiale de la liberté de la presse.

“

Les langues et les systèmes de connaissances minoritaires sont totalement marginalisés

Le journalisme apporte une contribution unique à la société. C'est particulièrement vrai dans le contexte actuel, où l'information de qualité est éclipsée par des volumes croissants de divertissements, de contenus commerciaux et de ces « plaies » que sont la désinformation, la mésinformation et la malinformation.

“

Les contenus générés par l'IA devraient être clairement signalés

Nous savons ce qui est à l'œuvre. Des géants technologiques ont monopolisé des audiences massives et aspiré une grande part des revenus publicitaires, se souciant de moins en moins de l'intégrité de l'information. Les médias, de leur côté, ont vu leurs ressources se raréfier, tandis que les algorithmes réduisent la visibilité de leurs contenus sur les réseaux sociaux. Les entreprises d'intelligence artificielle utilisent le travail des journalistes sans les créditer ni les rémunérer. La crise qui couve est le résultat de cette situation.

Contenus trompeurs

C'est dans ce contexte que s'est tenue la deuxième réunion de l'UNESCO en Namibie en 2021 — trente ans après la première. Elle a donné lieu à la Déclaration de Windhoek+30, qui tire la sonnette d'alarme et proclame l'information comme un bien public.

Le bien public dont il est question concerne l'information intègre, aux antipodes des mensonges et autres contenus trompeurs qui prolifèrent. Cette information digne de confiance s'oppose aux fausses nouvelles qui violent les droits à la dignité, à la vie privée et à la santé publique. Elle s'oppose aux contrevérités liées à des escroqueries, et plus encore à celles qui alimentent la haine, l'intimidation, l'incitation et la guerre.

Or, l'intégrité de l'information est aujourd'hui gravement menacée. Le

Rapport de l'UNESCO sur les tendances mondiales publié en 2025 montre que de nombreux médias sont la proie d'intérêts particuliers tandis que des dirigeants autoritaires répriment les journalistes et autres lanceurs d'alerte.

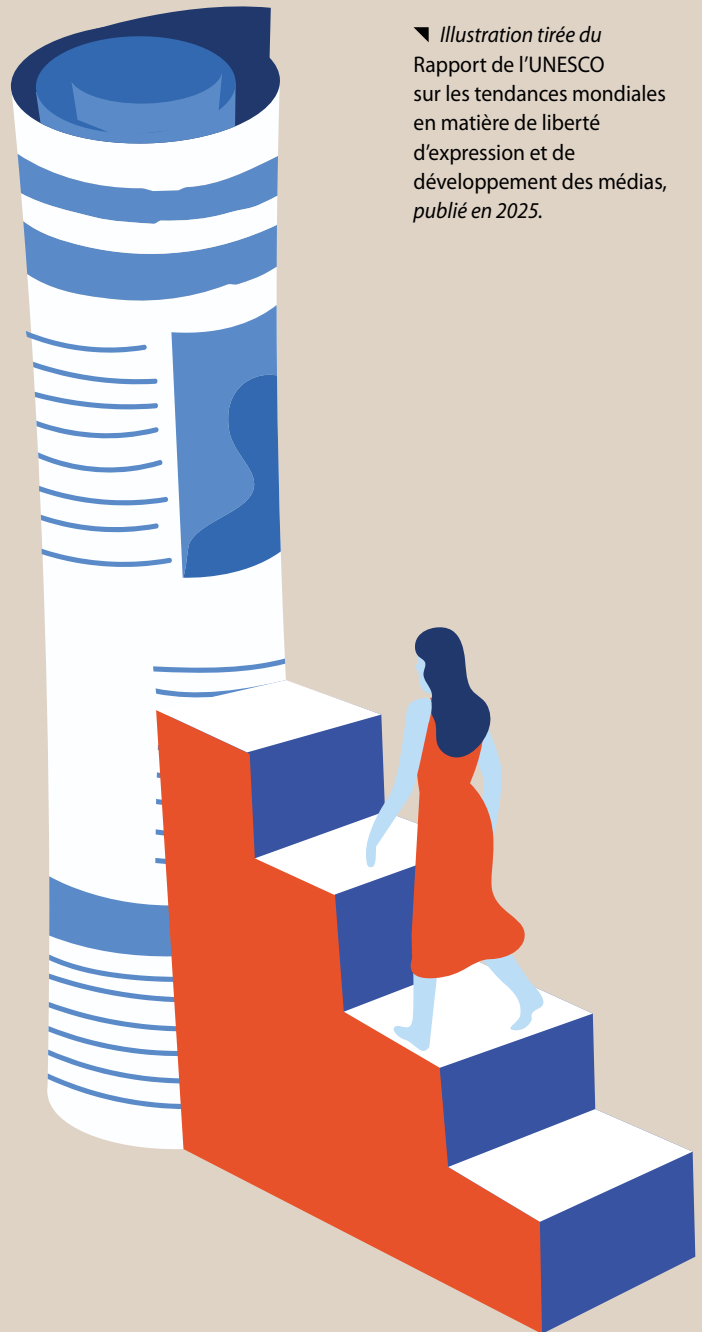
L'intelligence artificielle générative amplifie encore ces phénomènes. Fondée sur des probabilités s'appuyant sur des volumes massifs de données, elle produit des contenus plausibles sous forme de texte, d'image et d'audio qui alimentent la confusion. Alors que de fausses interfaces humaines sont conçues pour paraître très convaincantes, l'exactitude

et la fiabilité des résultats ne sont pas garanties. Il devient difficile de distinguer les données de qualité des autres. Par ailleurs, les langues et les systèmes de connaissances minoritaires sont totalement marginalisés.

Pour aggraver encore la situation, des gouvernements et des « broligarques » influents à la tête d'entreprises technologiques orientent les informations générées par l'IA au service d'idéologies étroites. Cette obscurité informationnelle ne constitue rien de moins qu'un défi existentiel pour l'humanité. Elle compromet la capacité de décision de chacun dans une

▼ Illustration tirée du Rapport de l'UNESCO sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias, publié en 2025.

© UNESCO / Till Noon



société mondiale où plus personne ne sait réellement distinguer le vrai du faux.

Transparence

Face à ces défis, peut-on encore agir pour défendre une information intègre, abordable et accessible ? La note d'orientation sur l'intégrité de l'information sur les plateformes numériques publiée par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en juin 2023, plaide pour des politiques favorisant un journalisme indépendant, libre et pluraliste. Elle exige de la transparence des entreprises technologiques qui jouent un rôle majeur dans la dégradation de l'intégrité de l'informa-

tion. En outre, les résolutions des Nations Unies appellent à des solutions visant à renforcer la résilience des sociétés grâce à l'éducation aux médias et à la coopération internationale.

La mise en œuvre de ces orientations doit s'accompagner d'un respect total de la liberté d'expression et d'un soutien au journalisme face aux intérêts politiques et économiques. Les plateformes doivent améliorer la modération des contenus dans les langues de leurs utilisateurs et renforcer leur soutien à une vérification indépendante des faits.

Les contenus générés par l'IA devraient être clairement signalés et pour cela, les entreprises technologiques doivent per-

mettre aux chercheurs et aux régulateurs d'accéder à leurs données. En outre, les algorithmes devraient mettre en avant les informations de qualité — au lieu de recommander n'importe quel « contenu médiocre » au motif qu'il est susceptible de capter l'attention.

L'inaction n'est pas une option. Une information fiable n'est pas un luxe. Il existe de véritables bénéfices à considérer l'information comme un bien public mondial. Au fil des années, les journalistes se sont mobilisés pour défendre la cause d'une information intègre. Aujourd'hui, c'est à notre tour de prendre position. L'intégrité humaine passe par l'intégrité de l'information. ■

Le journalisme face à la révolution de l'IA

L'IA transforme le journalisme et la manière dont les citoyens exercent leur droit fondamental à rechercher, diffuser et recevoir des informations. Elle améliore l'accès à l'information et la capacité à la traiter et permet aux journalistes d'analyser de grandes quantités de données pour créer du contenu plus efficacement.

Mais le recours à l'IA n'est pas sans risques. En plus de générer des contenus artificiels et des *deepfakes* qui mettent à mal les processus de vérification et la confiance du public, elle modifie la manière d'accéder à l'information. De fait, les utilisateurs délaissent de plus en plus les actualités traditionnelles pour se tourner vers les robots conversationnels et les interfaces utilisant l'IA. Parallèlement, l'utilisation non autorisée de contenus journalistiques pour entraîner les systèmes d'IA soulève des questions fondamentales sur les droits d'auteur. En contribuant à homogénéiser le paysage médiatique mondial, elle risque aussi de réduire la diversité des points de vue et d'affaiblir le pluralisme des médias.

Face à cette situation, l'UNESCO, en tant qu'agence chargée de soutenir le développement des médias, a publié une note d'orientation qui a pour titre *AI and the future of journalism* [L'IA et l'avenir du journalisme]. L'UNESCO a également accompagné le Conseil mondial pour l'enseignement du journalisme dans l'élaboration de *Reporting on Artificial Intelligence: A Handbook for Journalism Educators*, un manuel sur l'IA à l'intention des formateurs en journalisme. Cette publication s'inscrit dans la série de l'UNESCO visant à soutenir l'enseignement du journalisme. Parmi les titres récents de cette série figure l'édition mise à jour de *Story-Based Inquiry: A Manual for Investigative Journalists*, un manuel destiné aux journalistes d'investigation, qui intègre notamment les enseignements tirés d'enquêtes internationales collaboratives, ainsi que *Reporting on the Environment: A Practical Manual for Journalists*, qui traite du rôle de l'IA dans la couverture du changement climatique.

Au Danemark, les lecteurs de Zetland ont voix au chapitre

Né en 2010, le média en ligne a fait le pari de dépendre principalement des cotisations de ses lecteurs et de publier moins mais mieux. Aujourd'hui, son succès fait école.



© Christian Wendelboe

Mardi, 9 h, dans la rédaction du journal numérique *Zetland*. Assis autour d'une longue table, les journalistes entonnent un classique du répertoire danois : la conférence de rédaction hebdomadaire commence toujours par une chanson. Viennent ensuite une analyse des performances des articles de la semaine précédente, quelques annonces d'ordre administratif et un mini-atelier consacré aux modèles graphiques utilisés pour poster des histoires sur les réseaux sociaux.

Nous sommes dans un ancien entrepôt rénové du quartier branché d'Islands Brygge, à Copenhague. En cette matinée de mai, les journalistes rejoignent tranquillement leurs bureaux dans une ambiance détendue. Dans un coin de l'espace commun, du mobilier de bureau empilé contre un mur témoigne de la croissance de l'entreprise. L'équipe recrute et a déjà investi un autre étage.

Les locaux d'Islands Brygge accueillent aujourd'hui une soixantaine de collaborateurs aux profils variés. Tandis que les journalistes et les rédacteurs s'efforcent de sélectionner les sujets de société les plus importants et de les restituer de manière vivante, les programmeurs, graphistes et analystes de données se concentrent sur tout le reste ; de l'amélioration des outils de mesure d'audience aux visuels, en passant par les fonctionnalités de l'application.



▼ Les locaux de Zetland, média numérique danois de « slow news ».

Un média de proximité

Le journal numérique *Zetland* a été lancé il y a dix ans par des professionnels des médias désireux de changer les choses. « Nous étions quatre journalistes partageant une frustration commune face à la direction que prenait l'industrie des médias », explique Jakob Moll, l'un des quatre cofondateurs et ancien directeur général de *Zetland*. « Au début des années 2010, la numérisation était en plein essor et les organes de presse y répondaient en produisant davantage de contenu avec moins de personnel, à un rythme toujours plus soutenu. »

Cherchant à se démarquer des contenus superficiels qui pullulent sur Internet et des articles qui découpent la réalité en « fines tranches débitées à la hâte », les cofondateurs Silke Bock, Hakon Mosbech, Lea Korsgaard et Jakob Moll ont quitté leur emploi dans les médias pour se lancer comme indépendants, en essayant de bâtir un média d'un nouveau genre.

Pour Jakob Moll, *Zetland* combine « les vertus traditionnelles du journalisme — comme le reportage approfondi, une

relecture rigoureuse et une répartition claire des rôles éditoriaux — et un ADN profondément numérique et fondé sur les données ».

L'idée de départ était de publier peu de contenu, et uniquement les sujets les plus importants et les plus originaux. En 2026, la production de *Zetland* se limite à deux longs reportages d'actualité par jour, auxquels s'ajoutent une revue de presse matinale et un podcast consacré au sujet le plus saillant de la journée.

Cela laisse aux journalistes le temps de creuser chaque sujet en privilégiant la pertinence et l'originalité. Cette approche a permis au média d'attirer plusieurs journalistes de renom issus des grands médias nationaux.

Parmi eux figure Line Gertsen, journaliste d'investigation primée, qui a rejoint *Zetland* après vingt ans passés à la radiotélévision publique danoise. Présentatrice et correspondante nationale, elle touchait chaque semaine plus d'un million de spectateurs et bénéficiait d'excellentes conditions de travail.

« Je pratiquais un journalisme de qualité. Mais il devenait de plus en plus diffi-

cile d'établir un lien avec le public, surtout avec les jeunes. Il était compliqué de les intéresser aux grands enjeux de société », confie-t-elle.

Ce parcours n'a rien d'atypique. Comme elle, de nombreux journalistes aspirent à davantage de profondeur et de proximité dans un paysage médiatique en pleine mutation. « Je voulais travailler chez *Zetland* parce que le ton est juste et qu'ils construisent une véritable relation avec leurs lecteurs », explique-t-elle.

Sortir de sa tour d'ivoire

Line Gertsen travaille actuellement sur une enquête consacrée au système d'accès aux traitements contre l'infertilité. Elle y porte un regard critique sur les critères de sélection pour accéder à ces traitements. Ce sujet, qui donnera lieu à un podcast de 80 minutes, nécessitera deux mois de travail. C'est un lecteur qui a suggéré ce sujet, comme c'est souvent le cas chez *Zetland*.

Le modèle économique de ce nouveau média repose principalement sur les contributions de ses membres et,

Deux tiers des créateurs de contenus ne vérifient pas leurs informations

Les créateurs de contenus numériques occupent désormais une place importante dans l'écosystème de l'information, qu'ils s'adressent à des millions de personnes ou à des niches spécifiques, et influencent les débats autour de l'actualité culturelle, sociale et politique. Mais une étude réalisée par l'UNESCO en 2024 a révélé que les deux tiers des 500 influenceurs interrogés ne vérifiaient pas systématiquement leurs informations avant de les partager. À la suite de ce constat, l'UNESCO a lancé la première formation mondiale sur l'éducation aux médias et à l'information spécialement conçue pour les créateurs de contenus numériques.

Cette formation et les ressources pédagogiques associées, élaborées en partenariat avec le *Knight Center for Journalism in the Americas*, visent à leur donner les moyens de rechercher et de vérifier efficacement les informations, d'identifier et de démystifier la désinformation. Elle encourage également la transparence dans la recherche

de sources et met l'accent sur le respect des normes internationales en matière de liberté d'expression.

Cette initiative s'inscrit parmi les nombreuses applications concrètes des actions de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) et des compétences numériques. L'objectif est de permettre à chacun d'aborder l'information avec un esprit critique, de naviguer en toute sécurité en ligne et de renforcer la confiance tant dans notre écosystème de l'information que dans les technologies numériques.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces actions à plus grande échelle, l'Alliance pour l'éducation aux médias et à l'information de l'UNESCO rassemble plus de 430 organisations et 220 experts issus de plus de 110 pays. Depuis sa création en 2013, l'Alliance a favorisé la coopération internationale dans ce domaine afin de faire reculer la désinformation, les fausses informations et les discours de haine.



▼ Conférence de rédaction de l'équipe de Zetland.

dans une moindre mesure, sur les aides publiques accordées par l'État danois. Depuis 2019, l'entreprise organise chaque année des campagnes de financement participatif en s'appuyant sur une communauté de membres afin de recruter de nouveaux abonnés et d'assurer sa pérennité.

Aujourd'hui, Zetland compte plus de 40 000 membres actifs, qui versent 139 couronnes danoises (environ 22 dollars) par mois. Ils sont invités à participer au processus éditorial en proposant des idées d'articles et en adressant des questions à la rédaction. Ils peuvent également assister à des réunions du conseil d'administration. Chaque article comporte une section participative dans laquelle son auteur répond aux questions ou recueille les suggestions des lecteurs.

« Pendant plus d'un siècle, notre secteur a détenu le monopole de l'interprétation du monde. Nous nous sommes enfermés dans une tour d'ivoire. Les journalistes avaient tendance à se préoccuper davantage de l'opinion de leurs collègues que de celle des lecteurs. Nous voulions remettre les citoyens au cœur de notre travail », explique Jakob Moll.

Cette démarche est devenue un moyen de plus en plus répandu de financer le journalisme d'intérêt général. Des



Zetland combine les vertus traditionnelles du journalisme — comme le reportage approfondi — avec un ADN profondément numérique

études, notamment le dernier rapport *Journalism, Media and Technology Trends* du Reuters Institute, montrent que les abonnements et les adhésions sont une alternative pour les organes de presse confrontés à la baisse des revenus publicitaires. Dans ces études, Zetland est régulièrement cité comme un modèle de réussite.

De nouveaux marchés

Fort de ce succès, Zetland envisage d'ouvrir une antenne en Allemagne. En 2024, *Uusi Juttu*, une filiale reposant elle aussi sur l'adhésion, a été lancée en Finlande. Cet été, un média norvégien similaire baptisé *Demo* verra également le jour. Ces deux médias appartiennent à Zetland, tout en associant les fondateurs locaux à leur capital.

Ce succès contraste avec la situation des médias traditionnels au Danemark et plus largement en Europe, où la baisse des recettes publicitaires, l'érosion du lectorat et la concurrence des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle se traduisent par des réductions d'effectifs et des coupes budgétaires.

En 2026, Zetland prévoit au contraire de poursuivre son expansion. Le média indépendant a récemment été racheté par Bonnier News, l'un des plus grands groupes de presse des pays nordiques, qui a repris la participation détenue jusqu'alors par des investisseurs privés.

« Cet investissement n'aura aucun impact sur notre modèle d'adhésion ni sur notre journalisme », assure Jakob Moll. « En revanche, il pourra aider Zetland à conquérir de nouveaux marchés. » ■

Charity Ekezie :

« Les médias doivent trouver des moyens plus créatifs de s'adresser aux jeunes »

Journaliste de formation, la Nigériane Charity Ekezie a délaissé les médias traditionnels pour se consacrer à la création de contenus. Dans des vidéos virales postées sur les réseaux sociaux, la Tiktokeuse aux 3,7 millions d'abonnés dénonce sur le ton de l'humour les représentations stéréotypées de l'Afrique.

Vous envisagiez au départ de faire carrière dans l'audiovisuel. Pourquoi avoir finalement choisi les réseaux sociaux ?

J'ai toujours voulu travailler dans le divertissement tout en étant tentée dès l'enfance par le journalisme. En me lançant dans la création de contenus, je n'ai pas eu l'impression d'abandonner le journalisme, mais plutôt d'explorer une autre facette de ma personnalité.

Après mes études, en 2012, j'ai travaillé pendant cinq ans comme animatrice bénévole sur une radio universitaire. Suite à cette expérience, j'ai passé du temps à chercher un poste dans le journalisme et j'ai fini par en trouver un, mais le salaire était tellement bas que j'ai refusé. J'ai finalement renoncé à chercher un emploi dans le secteur des médias.

En parallèle, je publiais des sketches et des vidéos en direct sur Instagram, Facebook et YouTube, mais le contenu, fait de danse, de mime et d'humour, était trop hétéroclite pour attirer une large audience. Tout a changé en 2020, pendant le confinement, quand TikTok a littéralement explosé. Ce qui m'a frappée, c'est que sur cette plateforme, les gens ne cherchaient pas à être parfaits, ils étaient eux-mêmes. J'y ai publié à mon tour des posts et ça a marché. Cette authenticité a payé.

Le problème, c'est qu'en Afrique, les possibilités de monétiser des contenus sur des réseaux sociaux sont limitées. Il a fallu du temps pour que ça devienne une activité lucrative. Mais petit à petit, j'ai commencé à recevoir des propositions de collaborations de la part de marques, d'ONG et d'artistes musicaux.

Vos vidéos recourent à l'humour et à la contradiction visuelle — en disant une chose tout en montrant le contraire — pour remettre en question les stéréotypes sur l'Afrique. Pourquoi avoir choisi ce format ?

En 2021, quelqu'un m'a posé une question très orientée sur l'Afrique qui m'a profondément agacée. J'y ai répondu par une vidéo au ton sarcastique qui dénonçait cette vision pleine de préjugés. C'est devenu ma marque de fabrique.

Mais comme au départ de nombreuses personnes prenaient mes blagues au pied de la lettre, j'ai ajouté des indices visuels à l'arrière-plan pour souligner l'ironie de mes propos. Par exemple, si quelqu'un me demande s'il y a des téléphones en Afrique, je réponds qu'on n'en trouve aucun alors qu'un téléphone est clairement visible à l'écran. L'humour est un outil très efficace pour remettre en question les idées reçues.

“
Je veille toujours à vérifier les informations que je partage sur les réseaux

Une bonne partie de mon public se trouve au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe. Dès le début, j'ai principalement ciblé un public non africain, car les Africains n'ont pas besoin qu'on leur explique une réalité qu'ils connaissent.

Avez-vous été choquée par certains commentaires ?

En 2022, quelqu'un m'a demandé si on mangeait encore des êtres humains. Cela allait bien au-delà du stéréotype ou d'une remarque à caractère raciste... c'était profondément perturbant. Je ne l'oublierai jamais. À ce jour, je n'y ai toujours pas vraiment répondu. Je me suis contentée de fixer la caméra en silence pendant quelques minutes.



▼ Charity Ekezie lors d'une table ronde organisée dans le cadre du Forum économique mondial, en Suisse, en 2025.

© Forum économique mondial - Female Quotient

Comment parvenez-vous à trouver un équilibre entre divertissement et rigueur factuelle ?

Ma formation de journaliste m'aide beaucoup. Je veille toujours à vérifier les informations que je partage sur les réseaux. Avant d'évoquer un pays africain que je connais peu, je consulte des sources en ligne, je demande conseil à mes abonnés et j'échange avec des amis originaires de ces pays.

Pour préparer une vidéo sur la diversité des langues africaines, j'ai contacté des personnes vivant dans certains pays pour m'assurer que ma prononciation des expressions était la bonne.

Chaque fois que je crée du contenu sur des pays et des cultures spécifiques — par exemple le Soudan ou l'Éthiopie —, je mène des recherches approfondies et j'intègre souvent des informations factuelles

à l'écran afin que les spectateurs puissent s'instruire tout en se distrayant.

Les créateurs de contenu comme vous peuvent-ils influencer l'approche des médias traditionnels ?

Je le pense. Les médias traditionnels présentent souvent l'information de manière pesante et formelle. Or les gens aujourd'hui, en particulier les jeunes, sont à la recherche de contenus plus légers et plus accessibles. C'est l'une des raisons pour lesquelles les réseaux sociaux occupent aujourd'hui une telle place dans la consommation de l'information.

Le défi pour les médias traditionnels consiste à trouver un moyen d'atteindre un public plus jeune sans pour autant renoncer à leur éthique journalistique. Ils doivent assurer une présence forte sur les réseaux sociaux pour créer un lien avec

leur public mais à condition de changer leur manière de s'adresser à ce public.

À l'image de ce que font les influenceurs, les médias doivent trouver des moyens plus créatifs et plus attrayants pour présenter les informations en ligne aux jeunes générations.

N'est-ce pas déstabilisant d'être en prise directe avec son public ?

Au contraire, c'est vraiment fascinant de pouvoir toucher autant de personnes grâce à mes propres réseaux sociaux. Il me suffit de prendre mon téléphone, de créer du contenu, et des gens du monde entier peuvent le voir instantanément. À bien des égards, les réseaux sociaux donnent l'impression que le monde est vraiment devenu un village planétaire.

Je peux publier une vidéo ici, au Nigéria, et recevoir des commentaires de personnes vivant au Canada ou aux Philippines. C'est une grande différence avec les médias traditionnels qui diffusent généralement l'information de manière unidirectionnelle, alors que les réseaux sociaux créent des communautés au sein desquelles les gens peuvent interagir.

Cherchez-vous à lutter contre l'ignorance ou à contribuer à changer la représentation de l'Afrique ?

Je veux faire les deux ! Il y a beaucoup à faire. Aujourd'hui encore, les pays africains ne sont souvent pas considérés comme des acteurs à part entière sur la scène internationale, alors que le continent recèle une grande partie des ressources naturelles de la planète.

L'Afrique n'a pas seulement besoin de dons, mais aussi d'investissements et de véritables partenariats. Je veux contribuer à faire reculer les stéréotypes et les discours axés sur la charité, et les encourager à considérer l'Afrique comme un continent plein d'opportunités.

Les réseaux sociaux m'ont permis d'entrer en contact direct avec le grand public, mais ils m'ont aussi ouvert les portes de plateformes telles que la COP30 au Brésil en 2025, où j'ai eu l'occasion de prendre la parole. Je suis convaincue que ces échanges contribuent également à faire évoluer les choses de manière significative. ■

Brésil : la traversée du désert des médias locaux

Près de 45 % des municipalités brésiliennes sont aujourd'hui privées d'information de proximité. Face à ces « déserts médiatiques », des initiatives voient le jour pour couvrir l'actualité locale mais leur modèle économique est encore souvent incertain.

Touchés de plein fouet par la désaffection des lecteurs et le désengagement des annonceurs, les médias traditionnels brésiliens, comme partout ailleurs, sont fragilisés. En 2025, on a recensé plus de 600 fermetures dans le pays. Au-delà des statistiques, c'est une lente perte d'identité collective qui est à l'œuvre.

Carla Jimenez, ancienne directrice de l'édition brésilienne d'*El País*, a vécu le vide laissé par la fermeture de sa rédaction en 2021 comme un véritable deuil social. « De nombreux lecteurs ont eu l'impression de perdre un allié », regrette-t-elle.

“

De nombreuses municipalités ont retrouvé une voix locale grâce aux news influencers

Lancée en 2013, cette version brésilienne du quotidien espagnol couvrait l'actualité du pays mais se faisait aussi l'écho de sujets passés souvent sous les radars de la presse traditionnelle comme les droits des femmes ou les revendications des minorités ethniques. L'expérience a tourné court après quelques années seulement, faute d'avoir trouvé un modèle économique viable.

La situation est particulièrement préoccupante pour les médias locaux. Près de 45 % des municipalités brésiliennes sont aujourd'hui privées d'information de proximité. Concrètement, cela veut dire qu'elles ne disposent pas d'un seul journaliste pour couvrir les conseils municipaux, dénoncer les détournements budgétaires ou encore raconter la vie des quartiers.

Même une institution centenaire comme le *Diário Popular de Pelotas*, dans l'État du Rio Grande do Sul, a fermé en 2024 après 133 ans d'existence. Quant au *Diário de Pernambuco*, dans le nord-est du pays, doyen de la presse latino-américaine, il lutte pour sa survie économique.

Une amélioration en trompe-l'œil

Paradoxalement, à l'échelle du pays, le silence médiatique semble pourtant reculer avec l'apparition de nouveaux acteurs numériques. Selon le dernier recensement de la base de données sur le journalisme *Atlas da Notícia*, le nombre de déserts médiatiques a diminué de 7,7 % au cours des deux dernières années. Au total, 251 municipalités sont sorties du désert informationnel dans lequel elles se trouvaient. Dans la seule région du Nordeste, 143 villes ont retrouvé une voix locale.

Mais pour Sérgio Lüdtke, coordinateur de l'*Atlas*, cette nouvelle vitalité médiatique n'est pas forcément une garantie de bonne santé démocratique. La progression observée s'explique en effet surtout par l'apparition de portails d'information locaux indépendants, mais aussi par une prolifération de blogs personnels et de

comptes d'information sur des réseaux sociaux. Nombre de ces initiatives sont le fait de journalistes locaux et de *news influencers* qui, après la fermeture des médias traditionnels dans leurs régions, ont créé leurs propres canaux pour diffuser des informations.

Mais faute de trouver un modèle économique durable, ces initiatives peinent à se pérenniser. En deux ans seulement, le nombre cumulé de fermetures de médias numériques a doublé, passant de 317 en 2023 à 651 en 2025. Sérgio Lüdtke regrette que nombre de ces nouveaux médias « ne laissent aucune trace de leur fermeture », disparaissant des serveurs avec la mémoire locale qu'ils tentaient de préserver.

Autre phénomène : face au vide laissé par la presse locale indépendante, les sites des mairies (*prefeituras*) ont tendance à occuper le terrain. « Or, lorsqu'une mairie devient le principal producteur de contenu, le journalisme meurt par asphyxie. Le citoyen ne distingue plus ce qui relève de l'information publique et de la communication politique », déplore Sérgio Lüdtke.

Un bien public essentiel

Alors que de nombreux médias locaux luttent pour leur survie, parallèlement, des médias d'un genre nouveau voient le jour. La rédaction de *Poder360*, dans la capitale fédérale Brasília, affiche une santé insolente. Depuis 2019, ses effectifs ont quadruplé. Mais si les quelque 80 journalistes qui travaillent pour ce média numérique travaillent sous l'œil vigilant

du portrait de Ben Bradlee, le mythique rédacteur en chef du quotidien américain *Washington Post*, ses bureaux vitrés n'ont rien de l'ambiance vibronnante des rédactions d'antan.

Partout dominent les doubles écrans destinés à surveiller les données en temps réel. Car ce qui avait commencé comme une chronique sur UOL — l'un des plus grands portails brésiliens de contenus — est aujourd'hui un média 100 % numérique. Dans ce magazine, on ne trouve ni rubrique sportive ni divertissement. S'adressant aux décideurs (politiques, entrepreneurs, diplomates et analystes), les équipes de *Poder360* décortiquent l'actualité politique et économique en livrant

une analyse rigoureuse des lois, des budgets ou des réformes fiscales déclinés sous forme d'infographies ou de résumés faciles à lire.

Guilherme Alpendre, son directeur exécutif, attribue ce succès à ce style factuel et ciblé. « Nous pratiquons un journalisme de manière détachée et rationnelle. Beaucoup de médias ont abandonné cette pratique pour rechercher "l'engagement" à travers l'émotion ou l'opinion », analyse-t-il.

À l'opposé de la démarche de *Poder360*, des initiatives voient le jour sur les réseaux sociaux pour couvrir la vie des quartiers, à l'image de « *Ceilândia Muita Treta* », qui couvre la périphérie de Brasília.

Né sur Facebook, ce projet est devenu une alternative citoyenne face au vide laissé par les médias traditionnels.

Le terme « *Treta* » (conflit ou embrouille) donne une idée de son ADN : les habitants peuvent alerter les autorités s'ils constatent des dysfonctionnements comme le manque d'équipement dans un centre de santé ou un problème d'éclairage dans une rue.

Entre les blogs d'information sans lendemain et les rédactions de pointe ultra ciblées, le paysage médiatique brésilien se cherche. L'enjeu est crucial. Pour Fernando Oliveira Paulino, enseignant à la Faculté de communication de l'université de Brasília (UnB), le journalisme, en particulier local, doit être défendu comme un service public au même titre que la santé ou l'éducation. « Nous ne pouvons pas parler de citoyens à part entière si l'endroit où ils vivent demeure un angle mort pour le reste du pays, insiste-t-il. L'information locale n'est pas un accessoire de la démocratie ; elle en est la condition même ». ■



Beaucoup de médias recherchent « l'engagement » à travers l'émotion ou l'opinion



En Chine, un journalisme virtuel bien réel

L'IA générative dote le journalisme d'une nouvelle grammaire visuelle qui permet de redonner vie à des archives ou de créer des présentateurs virtuels.

À Wuhan, dans la province du Hubei, une femme de 55 ans a marché dix kilomètres par jour pendant sept mois. Les médecins avaient expliqué à Chen Yurong que son fils de 31 ans avait besoin d'une greffe du foie. Mais elle ne pouvait pas être donneuse, car son foie présentait une stéatose hépatique (accumulation excessive de graisse). Chen Yurong s'est donc engagée à faire de longues marches quotidiennes et à suivre un régime alimentaire strict. Sept mois plus tard, sa stéatose avait complètement disparu, un processus qui prend normalement des années. Au cours d'une opération de 14 heures, elle a donné une partie de son foie à son fils et lui a sauvé la vie.

Largement relayée par les médias chinois en 2009, l'histoire de la « mère marcheuse » a refait surface cette année à la mi-mai, à l'occasion de la fête des Mères, sous la forme d'un reportage généré par l'IA. Dans la vidéo, une silhouette solitaire évolue au rythme des saisons, ses pas résonnant dans les rues désertes. Une

histoire conservée dans des archives a soudainement trouvé une intensité émotionnelle nouvelle auprès de la jeune génération. Deux jours après sa publication sur Douyin, la version chinoise de TikTok, le film a enregistré des millions de vues et près de 300 000 « J'aime ».

Plus qu'une simple adaptation, ce reportage offre un aperçu des capacités de l'IA générative à renouveler la narration pour les journalistes.

Redonner vie à une archive

« Cette histoire a ému un large public à l'époque, mais plus d'une décennie plus tard, de nombreux jeunes n'en ont jamais entendu parler », explique Li Rang, le réalisateur du film. « Une histoire aussi belle ne devrait pas disparaître avec le temps. »

Li Rang assure que l'IA lui a permis de raconter une histoire passée avec le langage visuel actuel. Le film condense un périple de sept mois en quelques minutes, évoluant avec fluidité au fil des

saisons sur les berges d'une rivière. Avec une équipe de production traditionnelle, ces scènes auraient nécessité un budget considérable et un long calendrier de tournage. Les images générées par l'IA ont également apporté à l'équipe une liberté créative inhabituelle, lui permettant de façonner l'atmosphère, l'éclairage et le rythme de chaque séquence.

Tout au long de la séquence, la mère est filmée de dos. Loin de créer une distance, cette silhouette sans visage invite les spectateurs à projeter leurs propres souvenirs et émotions. Comme l'a fait remarquer un spectateur : « On ne voit pas son visage parce que des millions de mères auraient fait comme elle. »

Pour Li Rang, ce projet illustre la place grandissante de l'IA dans les salles de rédaction. La technologie permet de reconstituer des scènes difficiles à filmer et de mettre au goût du jour des archives journalistiques. Mais elle ne peut se substituer au travail de terrain, à la vérification des faits et au parti pris éditorial. « Le cœur du journalisme reste la vérité », affirme Li



Rang. « L'IA doit renforcer la vérité, et non la fabriquer. »

Présentateurs virtuels

Cette expérience s'inscrit dans une évolution déjà à l'œuvre dans les salles de rédaction chinoises. Au-delà de la réutilisation d'archives, l'IA générative remodèle la production et la présentation de l'information elle-même.

Chez *Xinhua*, l'agence de presse officielle chinoise, cette technologie a récemment été introduite grâce à une nouvelle plateforme d'animateurs générés par l'IA. Dans des vidéos pilotes, des présentateurs virtuels diffusent des informations, traitant par exemple des ventes de véhicules électriques en Chine ou de la visite d'un dirigeant étranger à Beijing, en adoptant le rythme soigné propre aux journaux télévisés conçus pour les écrans mobiles.

L'effet peut en être déstabilisant. Pour le présentateur Dong Qianqi, voir son double numérique lui a donné l'impression de se regarder dans un miroir doué de la parole. Son avatar lui ressemble presque trait pour trait, mais il ne se fatigue jamais et ne bute jamais sur ses mots. Ce malaise initial s'est progressivement dissipé. Dong Qianqi a constaté que l'IA reproduisait facilement la prononciation, le débit, les expressions faciales. « En revanche, elle a plus de mal à restituer l'expression vivante, les liens authentiques avec les personnes interviewées et une compréhension réelle de l'actualité », précise-t-il.

L'émergence des présentateurs numériques a conduit certains animateurs à repenser leur rôle : ils consacrent désor-

mais moins de temps à la lecture de textes en studio et davantage au reportage en direct, aux interviews de terrain et à l'analyse.

Lèvres synchronisées et timbre naturel

« On recourt de plus en plus à la technologie pour rationaliser les tâches routinières et permettre aux reporters et aux présentateurs de se concentrer sur des missions qui reposent sur le jugement humain », explique Bai Lefu, un ingénieur intervenant dans le développement des présentateurs numériques. Pour les rédactions, l'attrait de la technologie réside également dans la rapidité et l'efficacité. Les présentateurs IA peuvent effectuer des tâches de production répétitives, diffuser des mises à jour 24 heures sur 24 et réagir rapidement en cas d'actualité brûlante, sans maquillage, coordination en studio ou prises de vue répétées.

« Une fois le script rédigé, le système génère rapidement une vidéo avec des mouvements de lèvres synchronisés et une voix au timbre naturel », explique Bai Lefu, tout en soulignant que les rédacteurs humains doivent rester « aux commandes ». Mais pour lui, cette transformation ne se résume pas à une simple question d'efficacité. « L'IA multimodale », affirme-t-il, « estompe les frontières traditionnelles entre texte, audio et vidéo. On attend de plus en plus des journalistes qu'ils pensent de manière visuelle dès le départ, en tenant compte non seulement du contenu, mais aussi de la façon dont il s'affichera sur un écran de téléphone, sera diffusé et captera l'attention des spectateurs en quelques secondes ».

Mais que reste-t-il de strictement humain dans le journalisme ? Selon Xuan Changchun, vice-doyen de la faculté de journalisme et de communication de l'université de Xiamen, le débat porte plus largement sur la contribution du journalisme à la société. « Quelle que soit l'évolution de l'IA », affirme-t-il, « celle-ci fonctionne en exploitant et en recombinaison des informations existantes ». Le journalisme, en revanche, produit de nouvelles connaissances issues de l'observation directe, du reportage, d'enquêtes et de contacts directs avec les sources.

“ L'émergence des présentateurs numériques a conduit certains animateurs à repenser leur rôle

Selon Xuan Changchun, cette distinction n'est pas seulement technique. Les journalistes évoluent au cœur de la réalité vécue d'une manière qui leur permet de saisir « les détails, la chaleur humaine et l'authenticité qui transcendent le texte et les données ». Ils exercent également des formes de discernement difficiles à automatiser, choisissant les événements qui méritent l'attention du public, déterminant la manière dont les sujets doivent être traités. « Une telle évaluation des valeurs », explique Xuan Changchun, « fondée sur l'expérience du monde réel, la conscience éthique et la compréhension du contexte, peut difficilement être remplacée par des algorithmes ». ■



Courtesy of director Li Rang

▼ Images tirées du court métrage
« Mère marcheuse », généré par l'IA.

Les médias scientifiques au défi de l'immédiateté

En Inde comme ailleurs, les journalistes scientifiques sont confrontés à un double défi : lutter contre la désinformation et exposer des phénomènes complexes dans un monde qui privilégie les émotions et les affirmations catégoriques.

À l'approche de l'été, la journaliste environnementale Jayashree Nandi voit souvent circuler des cartes thermiques affirmant que le pays est « l'endroit le plus chaud de la planète » ou annonçant un réchauffement apocalyptique déconnecté des nuances météorologiques. « Ces cartes sont extrêmement trompeuses. Le fait est que les sujets scientifiques n'échappent pas à un traitement racoleur de l'information », regrette-t-elle.

Plutôt que de réfuter chaque affirmation virale, elle préfère replacer les données dans une perspective plus large en s'appuyant sur les normales climatiques historiques, les variations régionales et les données officielles du Service météorologique indien. Mais encore faut-il que le public soit prêt à consentir un minimum d'efforts. « La science est imprévisible et ouverte, et seul un certain lectorat accepte qu'elle soit présentée dans toute sa complexité », précise-t-elle.

Fausse solutions

En quelques années, le journalisme scientifique a considérablement évolué. Jusqu'ici, il a fonctionné comme un système de transmission : les scientifiques produisaient des connaissances que les journalistes adaptaient pour le grand public. Mais ce modèle a vécu. Les journalistes scientifiques exercent désormais dans un contexte où la confiance dans les institutions s'est érodée et où la polarisation politique influence l'interprétation des données. Quant au public, il est exposé simultanément à des affirmations

scientifiques, des théories du complot, des contenus produits par des influenceurs et une indignation amplifiée par les algorithmes.

C'est particulièrement vrai dans le domaine climatique, où la frontière entre l'incertitude scientifique légitime et le doute entretenu à dessein est devenue difficile à discerner. « Lorsque la désinformation prend la forme d'un récit présentant des semi-vérités, elle devient beaucoup plus difficile à combattre », déplore Aditi Tandon, rédactrice en chef chez *Mongabay-India*.

“
La désinformation prospère parce qu'elle emprunte le langage et l'apparence de la crédibilité

Au cours des dernières années, elle a dirigé une série d'enquêtes sur ce que les chercheurs en climatologie appellent les « fausses solutions » présentées comme des remèdes miracles à la crise climatique alors que leur impact réel reste incertain ou surestimé.

« Les défenseurs de ces solutions, l'industrie, les autorités et parfois même les scientifiques exagèrent leurs effets »,

explique-t-elle. « Cela nous a obligés à être très rigoureux dans notre travail : il fallait remettre en question l'ampleur, l'échelle et la faisabilité des solutions proposées au lieu d'en faire la promotion. » Concrètement, cela nécessitait d'explicitier les enjeux cachés, de décoder le jargon et de faire preuve de pédagogie.

Une crédibilité en trompe-l'œil

Mariyam Alavi, journaliste spécialisée dans la désinformation en matière de santé et la vérification des faits, estime que la désinformation prospère aujourd'hui parce qu'elle emprunte le langage et l'apparence de la crédibilité. « Les fausses informations n'arrivent plus sous la forme de déclarations farfelues », explique-t-elle. « Elles se présentent sous forme de récits émotionnels séduisants, de conseils bien-être, de références scientifiques tronquées et de vidéos d'influenceurs qui paraissent fiables. »

Sahana Ghosh, rédactrice associée à *Nature India*, va dans le même sens. Elle a constaté que les récits climatiques douteux recourent à une pseudo-prudence scientifique pour affirmer que les énergies renouvelables n'ont pas fait la preuve de leur efficacité, que les politiques climatiques sont intenables économiquement ou que certains écosystèmes sont définitivement condamnés.

Pour s'attaquer aux mécanismes qui sous-tendent ces récits, elle privilégie les enquêtes de longue haleine qui font appel à la paléoclimatologie, à des données historiques et à la pensée systémique. Elle

évoque notamment une enquête montrant comment les variations climatiques à long terme peuvent être mal interprétées lorsque les comparaisons historiques sont sélectionnées de manière partielle. « Cette enquête a montré comment éviter les biais rétrospectifs et comment les preuves peuvent être détournées lorsque le narratif prime sur l'analyse des faits. »

La prime aux émotions

Malgré les efforts déployés par les journalistes scientifiques, la désinformation se propage plus rapidement parce que les systèmes médiatiques numériques récompensent les certitudes et les contenus émotionnels. La science, à l'inverse, progresse lentement et par réfutations successives. « Elle est faite de nuances et d'incertitudes », rappelle Aditi Tandon, « mais les formats dans lesquels nous publions, ainsi que les capacités d'attention du public auquel nous nous adressons, poussent vers des conclusions absolues ».

Contrairement aux récits simples et aux affirmations catégoriques, un journalisme scientifique responsable exige souvent de la prudence, une qualité difficile à valoriser dans des systèmes médiatiques gouvernés par les algorithmes. « Souvent, lorsque nous sommes prêts à publier un article parfaitement argumenté, la désinformation a déjà causé ses dégâts », déplore-t-elle.

À ces défis s'ajoute une certaine lassitude du public, quand ce n'est pas un rejet, à l'égard des nouvelles relatives à l'environnement. Au cours de la dernière décennie, psychologues et chercheurs en médias ont alerté sur l'« éco-anxiété », notamment chez les jeunes exposés à un flux incessant de nouvelles négatives concernant le climat, les pandémies, l'effondrement de la biodiversité, les vagues de chaleur extrêmes ou encore l'insécurité alimentaire.

L'essor de l'intelligence artificielle générative constitue un autre défi. Aditi Tandon remarque son apparition dans les propositions d'articles soumis par des collaborateurs. Or, le journalisme scientifique repose sur des processus difficiles à reproduire par l'IA : développer une expertise au fil des années, comprendre l'incertitude et faire preuve de discernement. La bonne nouvelle, c'est que les rédacteurs deviennent de plus en plus aptes à repérer les textes générés par l'IA : des contenus



▼ Mumbai (Inde), 2025.

fluides mais superficiels, contenant des références inventées et des structures narratives qui imitent le journalisme sans effectuer le travail d'enquête nécessaire.

Un journalisme du temps long

Pourtant la plus grande menace qui pèse aujourd'hui sur le journalisme scientifique n'est peut-être pas la désinformation elle-même, mais l'affaiblissement des institutions médiatiques capables de lui résister. En Inde, comme dans de nombreuses régions du monde, la concentration des médias, la réduction des budgets des rédactions et l'effondrement des ressources publicitaires ont progressivement diminué le nombre de services spécialisés dans les sciences.

Or, le journalisme scientifique exige du temps. Pour rédiger un article sérieux, il faut en effet lire des publications académiques, interroger plusieurs experts, comprendre la complexité, se rendre sur le terrain, se familiariser avec un langage technique et vérifier toutes les affirmations. « Beaucoup de journalistes indépendants ne peuvent tout simplement pas se permettre les heures de travail qu'exige un reportage scientifique rigoureux », analyse Aditi Tandon.

« C'est aussi une lutte pour obtenir de l'espace et de la visibilité », ajoute Jayashree Nandi, soulignant que les journalistes scientifiques et climatiques doivent désormais rivaliser avec une multitude de sujets qui monopolisent l'attention du public. Or, elle estime que le journalisme scientifique doit exister dans les médias, et pas seulement pendant les périodes de crise. « Il ne peut pas être convoqué uniquement pour fournir une réaction à chaud sur l'actualité », affirme-t-elle.

Malgré ces contraintes, des signes de résilience se font jour. Des rédactions indépendantes, de nouveaux médias à but non lucratif, des initiatives en langues régionales et des programmes de bourses créent de nouveaux espaces dans lesquels des enquêtes scientifiques approfondies peuvent trouver leur place. L'approche adoptée par des journalistes environnementaux indiens s'emploie de plus en plus à relier les crises mondiales — changement climatique, recul de la biodiversité, pollution — aux réalités quotidiennes vécues par les populations locales. « Le public est capable d'affronter des vérités difficiles », estime Aditi Tandon, « à condition que ces histoires soient racontées avec clarté et contexte plutôt qu'avec sensationnalisme. » ■

Une journée dans enseignante



la vie d'Azizah, à Blang Awe (Indonésie)



L'aube pointe à peine à Seunong, dans la province indonésienne d'Aceh, à l'ouest de Sumatra. La première journée d'Azizah, 43 ans, a commencé depuis un moment déjà dans la pénombre silencieuse de sa petite maison. À huit heures, elle sera devant ses 19 élèves de l'école élémentaire de Blang Awe. Mais avant d'enfourcher sa moto pour effectuer les sept kilomètres qui la séparent de ce village, elle est passée par les bains publics, a effectué les travaux ménagers et préparé ses filles pour l'école.

Les cours finissent à midi. De retour à Seunong, Azizah enchaîne avec sa deuxième journée. Mère célibataire de deux enfants, elle partage son temps entre sa classe et des activités complémentaires pour subvenir aux besoins de sa famille. Son salaire d'environ 500 000 roupies indonésiennes par mois — à peine 30 dollars — suffit tout juste à couvrir les dépenses élémentaires.

Alors, une fois les cahiers refermés, elle cultive des piments sur une petite parcelle près de chez elle. À la nuit tombée, dans le silence du soir, elle redevient enseignante le temps de corriger les travaux de ses élèves. Une routine que les fréquentes coupures d'électricité prolongent parfois jusqu'au bout de la nuit, à la lumière vacillante d'une bougie. Le tableau, la terre, le lavoir, la cuisine, les copies : demain une nouvelle journée l'attend.

Réalisé pour *Le Courrier de l'UNESCO*, le reportage de la photographe indonésienne Riska Munawarah raconte en creux la résilience ordinaire de celles et ceux qui, comme Azizah, consacrent leur vie à transmettre, à écouter, à faire grandir. C'est à ces passeurs indispensables qu'est dédiée la Journée mondiale des enseignants, célébrée chaque année le 5 octobre. ■

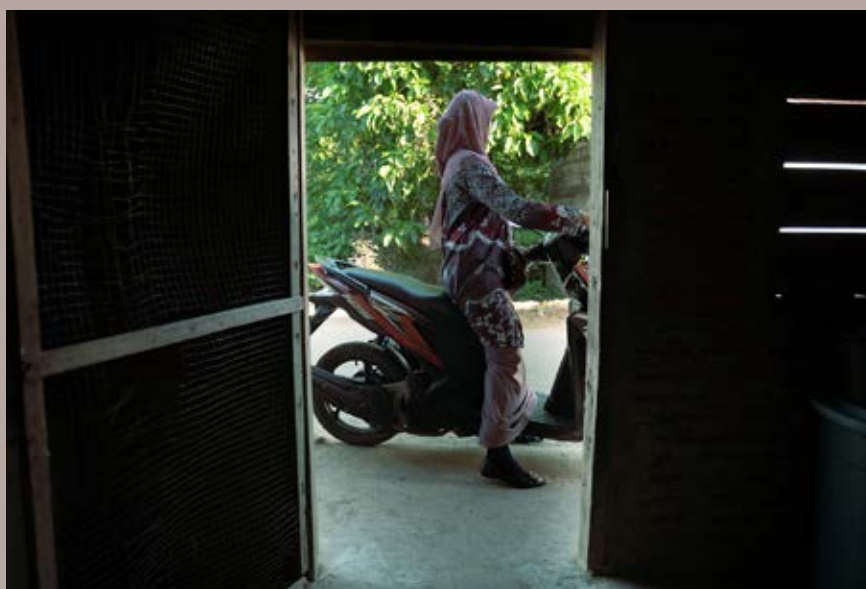
Chaque matin, Azizah, enseignante de Seunong, dans la province indonésienne d'Aceh, se rend aux bains publics.





*Mère célibataire de deux filles, Azizah
les prépare pour l'école avant de se
consacrer aux tâches ménagères.*





L'école où enseigne Azizah, à Blang Awe, se trouve à sept kilomètres de chez elle.



La classe d'Azizah compte 19 élèves.







À la fin des cours, les enseignantes se retrouvent pour échanger.



Après l'école, Azizah cultive des piments près de chez elle. Un complément de revenu indispensable pour faire vivre sa famille.



La nuit est tombée. C'est bientôt le moment de préparer le dîner pour ses filles.



Azizah lave le riz pour le repas du soir.







Une fois ses filles couchées, Azizah corrige les copies de ses élèves, parfois à la lumière d'une bougie lors des coupures d'électricité.

Notre passé a-t-il une odeur ?

Contrairement à la vue, sens associé à la raison, le savoir olfactif a longtemps été négligé, et très peu protégé. Depuis quelques années, des chercheurs s'emploient à documenter et valoriser ce patrimoine fragile et, dans certains cas, à faire renaître des odeurs disparues.

Alors que la ville s'éveille à peine, elles sont déjà debout, dans des cuisines encore fraîches de la nuit, les jupes blanches et les foulards soigneusement préparés pour la journée. De larges bassines émail-lées émanent les senteurs des herbes aromatiques macérées et infusées par les femmes baianas, selon une combinaison précise, établie depuis plus de deux siècles. Dehors, les premières fanfares de la *Lavagem do Bonfim*, l'une des plus grandes célébrations populaires du Brésil, commencent à résonner dans les rues de Salvador de Bahia, au nord-est du pays. Les femmes écrasent les feuilles entre leurs mains pour libérer des senteurs de résine, de menthe aux vapeurs sacrées. C'est l'*agua de cheiro* : l'eau des parfums.

Ce jour-là, des milliers de personnes marcheront vers l'église de Bonfim dans une marée de vêtements blancs. La messe catholique et le rituel afro-brésilien se rencontrent sur cette colline, où l'on honore à la fois une image du Christ, apportée du Portugal en 1745, et la divinité Oxalá, issue de la tradition spirituelle africaine. Les Baianas — descendantes de femmes réduites en esclavage qui avaient acquis leur liberté en vendant de la nourriture et des herbes — verseront cette eau parfumée sur les marches et sur la tête des pèlerins au sommet de la colline, en chantant : *Do colo da Mãe aos braços do Pai* — « des bras de la Mère à ceux du Père ».

Mais les grand-mères baianas redoutent que ces rituels s'arrêtent avec leur génération. Le paysage lui-même a changé ; les herbes utilisées dans leur mélange proviennent d'une partie de la forêt atlantique qui était deux fois plus vaste dans leur jeunesse. Pour éviter que ce patrimoine ne s'évanouisse pour toujours, les chercheurs du projet SCENTinel documentent depuis 2024 les senteurs des herbes écrasées et de l'encens, avant d'analyser les composés volatils qu'ils libèrent. Cette initiative paneuropéenne associe analyse chimique et descriptions empiriques des femmes afin de documenter les senteurs de la *Lavagem* et de mesurer les changements à venir.

L'urgence est réelle : le patrimoine olfactif est parmi les plus fragiles. Invisible sur les photographies, il s'évapore entre deux générations. Les changements climatiques et socioéconomiques modifient les paysages olfactifs trop rapidement pour être documentés et la transmission d'une génération à l'autre ne se fait pas facilement.

Un patrimoine en vue

Aujourd'hui, les musées et les pratiques de conservation privilégient ce qui est à portée de regard. Les monuments sont observés, les objets exposés derrière des vitrines. Le patrimoine immatériel est documenté à travers ce qui peut être filmé

© Flore-Aël Surun / Tendence Floue





ou enregistré. L'odorat est rarement pris en compte, et presque jamais protégé. Cela reflète une hiérarchie sensorielle née avec la modernité : à partir du XVIII^e siècle, la vue a été de plus en plus associée à la raison et au savoir, tandis que l'odorat était relégué au corps, au domestique, à l'éphémère et à l'irrationnel. Dans *Smell and the Past*, l'historien William Tullett parle d'une vision « oculo-centrée » de l'histoire qui façonne encore aujourd'hui l'approche qui prévaut dans les musées, les archives et les politiques culturelles. « Nous ne prenons souvent conscience des odeurs », note-t-il, « qu'après leur disparition ou leur altération. »

Pourtant, de nombreuses formes de patrimoine sont indissociables des odeurs. Certaines sont des objets conçus pour parfumer le corps ou l'air : encens, pommes de senteur, gants parfumés, herbes médicinales mêlées aux eaux rituelles. D'autres reposent sur un savoir olfactif entraîné : le nez d'un parfumeur équilibrant résines et fleurs, ou celui d'un meunier jugeant la qualité de la farine en la respirant.

Les odeurs s'attachent aussi aux matériaux et aux lieux eux-mêmes. L'air fumé, légèrement vanillé et chargé des senteurs de cuir d'une bibliothèque historique, les notes poussiéreuses d'une station de métro, l'odeur de pierre humide d'une église après la pluie contribuent à rendre un lieu reconnaissable et mémorable. Pourtant, ces dimensions sensorielles restent

souvent périphériques parce qu'elles sont difficiles à classer, collecter ou archiver.

Tournant sensoriel

À la fin des années 1980 et au cours des années 1990 s'est opéré un « tournant sensoriel » dans les sciences humaines et sociales. L'odorat, longtemps relégué en bas de la hiérarchie sensorielle occidentale, est devenu un objet d'étude culturelle et historique sérieux. Les sciences du patrimoine ont suivi dans les années 2010, avec la mise au point d'un cadre permettant d'identifier et de préserver les odeurs présentant une signification culturelle. C'est de cette période que date le concept de patrimoine olfactif. Car sentir constitue une manière d'appréhender le monde. C'est aussi l'une des formes de mémoire parmi les plus profondément ancrées dans le corps.

L'odeur d'un aliment peut à elle seule faire ressurgir une histoire. Pour les communautés issues de diasporas, les senteurs familières entretiennent le lien avec les lieux quittés. L'anosmie durant la pandémie de COVID-19 a montré à quel point la perte de l'odorat pouvait être déstabilisante. Dans le même temps, la pollution, l'industrialisation et le changement climatique modifient les odeurs des régions et des saisons : les forêts s'amenuisent, les parfums de certaines plantes disparaissent. Le philosophe de l'environne-

ment australien Glenn Albrecht a qualifié la détresse provoquée par ces transformations de « solastalgie » : une forme de nostalgie du présent. Une rivière, une forêt ou une ville peuvent encore sembler familières visuellement, tout en ayant perdu l'odeur qu'elles exhalaient autrefois.

“

De nombreuses formes de patrimoine sont indissociables des odeurs

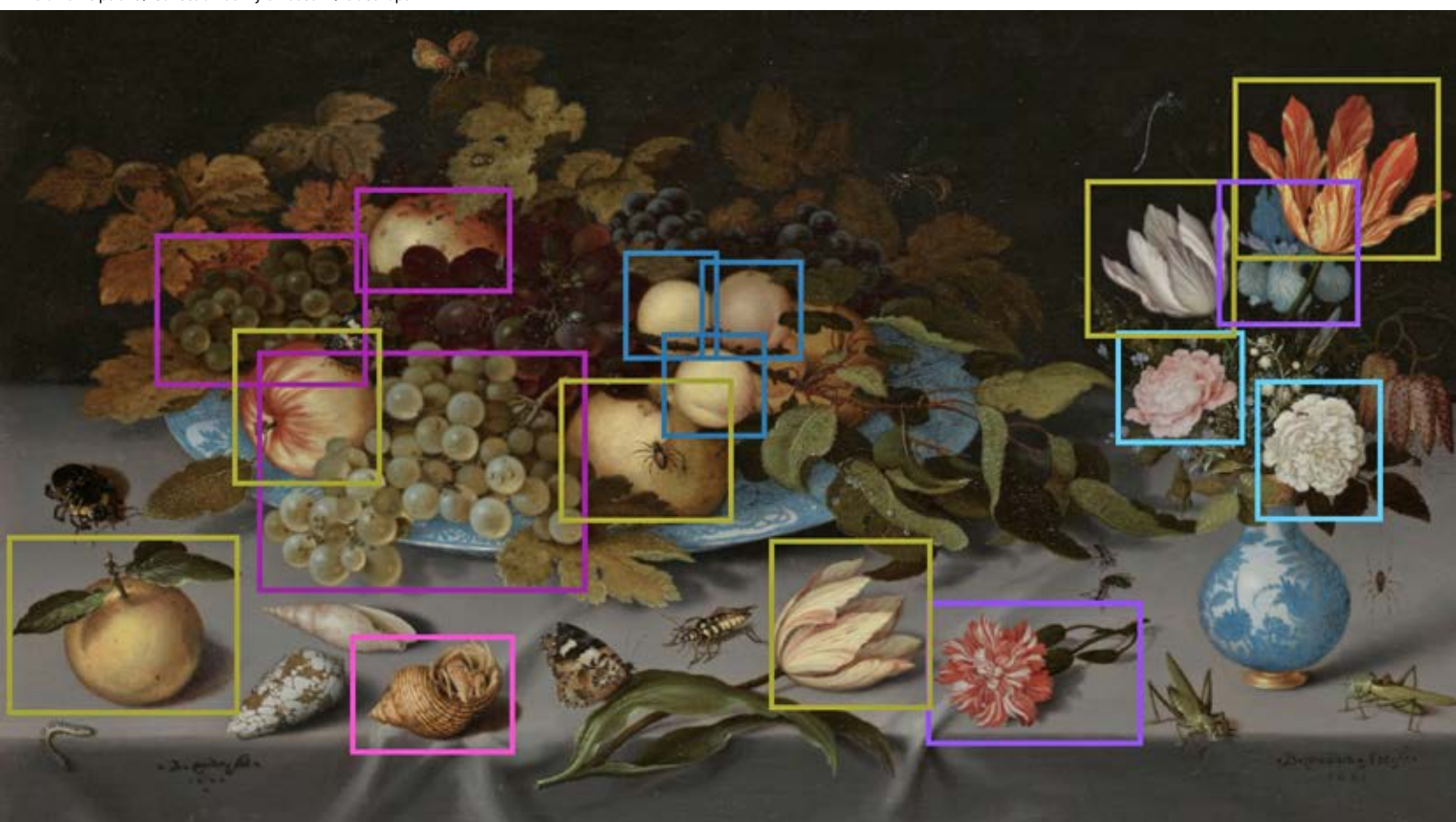
Encens et résines boisées

De nouvelles méthodes émergent pour documenter et préserver les odeurs. Pour celles qui existent encore, des échantillons d'air peuvent être prélevés à partir d'objets, de bâtiments, de paysages ou de pratiques, puis analysés grâce à des techniques spécifiques qui permettent d'identifier les composés volatils responsables des odeurs. À ces techniques s'ajoutent souvent des évaluations sensorielles au cours desquelles des participants formés décrivent les qualités de ces senteurs. Ensemble, ces méthodes permettent de créer une archive détaillée et de recréer certains aspects de l'expérience olfactive originale.

Pour les odeurs qui n'existent plus, les chercheurs combinent des sources issues des archives et des recettes historiques pour les reconstituer. Grâce à ces créations scientifiques, on peut raviver des dimensions sensorielles du patrimoine perdues ou menacées. Le projet européen Odeuropa illustre cette démarche à travers la reconstitution de la pomme de senteur du XVI^e siècle — une sphère métallique parfumée portée comme bijou et utilisée comme remède. Durant les épidé-

▼ Au XVI^e siècle, la pomme de senteur est utilisée lors des épidémies de peste. Ce bijou parfumé diffusait des aromates réputés pour éloigner les odeurs de la maladie.





▼ *Nature morte aux fruits et fleurs* du peintre néerlandais Balthasar van der Ast (1620). Le projet européen Odeuropa reconstitue les odeurs du passé à partir d'archives historiques et d'outils d'intelligence artificielle.

mies de peste, respirer son parfum était censé offrir une protection : on approchait de son nez un bouquet de romarin, de clou de girofle et de civette pour éloigner les odeurs redoutées de maladie. Aujourd'hui, la plupart des pommes de senteur subsistent dans les musées comme des objets inodores. Odeuropa a recréé leur fragrance à partir de recettes de l'époque.

Les senteurs du passé sont parfois imprévisibles. Lorsque les chercheurs du projet Odotheka de l'université de Ljubljana (Slovénie) ont entrepris la première analyse olfactive systématique de corps momifiés égyptiens avec le Musée égyptien du Caire, ils s'attendaient à ce que les restes humains dégagent une odeur de renfermé. Or les senteurs qui en émanaient rappelaient plutôt l'intérieur d'un temple : des résines boisées, de l'encens et des notes balsamiques sucrées ayant traversé les millénaires.

Boîte à outils

L'expérience empirique est au cœur du projet *Sensing the Intangible*, mené par l'Institut pour le patrimoine durable de

“

À la fin des années 1980, l'odorat est devenu un objet d'étude culturelle et historique sérieux

l'University College de Londres. Une boîte à outils a été conçue pour permettre aux utilisateurs de décrire les indices sensoriels et corporels avec leurs mots. La première étude de cas concerne l'art campanaire anglais, pratiqué par environ 30 000 sonneurs répartis dans 7 000 clochers. L'odeur métallique du bronze chauffé et de la suie sont parmi les éléments qui sont remontés des témoignages des personnes ayant participé au projet ainsi que la résonance des cloches, des éléments rarement pris en compte dans les inventaires officiels.

Toutes les odeurs ne doivent pas être préservées. L'objectif est de reconnaître la place de l'odorat dans les traditions vivantes, les lieux et les collections avant leur disparition.

En janvier prochain, les femmes baïanas verseront de nouveau l'*água de cheiro* sur les marches de Bonfim, et les senteurs

de basilic, de myrrhe et d'encens s'élèveront dans la chaleur de Bahia. Mais si les herbes de la forêt disparaissent, si les jeunes générations délaissent le rituel, ou si les savoirs sensoriels continuent d'être négligés, une partie du patrimoine de Bonfim disparaîtra avec elles.

Il en va de même pour d'innombrables odeurs culturellement significatives. Beaucoup restent non documentées malgré la mémoire, l'identité et les connaissances environnementales qu'elles véhiculent. À mesure que ces paysages olfactifs s'effacent, les communautés perdent une part de leur lien au territoire. Certaines formes de patrimoine survivent dans la pierre ou sur le papier. D'autres ne survivent que dans l'atmosphère et dans le souvenir des personnes. À moins qu'on prenne la peine de les ressusciter. ■

NOTRE INVITÉE

Thelma Golden :



« Le musée est un espace où des discussions complexes peuvent avoir lieu »

Fermé pendant sept ans pour travaux, le Studio Museum de Harlem a rouvert ses portes en novembre 2025. Dans un cadre entièrement repensé, cette institution new-yorkaise créée en 1968 pour mettre en valeur les artistes de descendance africaine donne à voir la richesse de la pratique artistique noire du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Pour Thelma Golden, sa directrice depuis 2005, ce nouveau bâtiment reflète parfaitement la vocation du Studio Museum, conçu comme un lieu vivant, multiple, ouvert sur ce quartier emblématique de la culture noire américaine et sur le monde.

Le bâtiment qui abrite les collections du Studio Museum a été entièrement reconfiguré. En quoi ces transformations rencontrent-elles la mission de cette institution ?

Dès le départ, lorsque nous avons envisagé la manière dont ce nouveau lieu pourrait se déployer, la communauté de Harlem a été au cœur de nos préoccupations. Cela se manifeste de plusieurs façons, à commencer par la conception même du bâtiment, qui reprend le langage architectural de Harlem : les volumes imposants des lieux de culte, l'animation des rues, la convivialité des perrons, ainsi que la dignité sobre des fenêtres et encadrements de portes.

Cet espace a été mis au service de notre mission, qui consiste à soutenir les artistes de descendance africaine et servir de lieu de rencontre. Les visiteurs peuvent ainsi circuler librement entre les expositions, les activités éducatives et les espaces publics. Cette démarche, qui reflète la nature profondément interconnectée de l'art et de la communauté, est au cœur de cette institution depuis sa création.

Nous avons également demandé aux architectes de concevoir un bâtiment qui renforcerait la porosité entre le musée et le quartier, grâce à des espaces publics pouvant accueillir des événements locaux, des projections ou encore des programmes éducatifs. Au rez-de-

chaussée, une fenêtre à double hauteur efface la frontière entre l'agitation de la rue et l'intérieur des murs. Par ailleurs, un large perron descend vers le niveau inférieur du musée, créant un vaste espace public modulable qui le rend aussi ouvert et accessible que possible depuis la rue. Enfin, depuis la terrasse située sur le toit, on peut admirer les toits qui s'étendent vers le nord et le sud. L'idée est que les visiteurs aient le sentiment d'être au cœur d'Harlem.

“
**La collection
de 9 000 pièces
du Studio Museum
de Harlem révèle
l'immense richesse
de la pratique
artistique noire**

Le musée collecte, préserve et interprète des œuvres créées par des Afro-Américains, des membres de la diaspora africaine et des artistes du continent africain. Comment ces collections historiques interagissent-elles avec des œuvres plus contemporaines ?

Ce qui est extraordinaire avec notre nouveau bâtiment, c'est l'espace dont nous disposons désormais pour présenter une grande diversité d'œuvres. Pour notre réouverture, il nous semblait important de consacrer une vaste partie de notre nouvelle maison à la présentation de

notre collection permanente. Avec ses quelque 9 000 pièces qui s'étendent du XIX^e siècle à nos jours, elle révèle en effet l'immense richesse de la pratique artistique noire à travers le temps.



En témoigne l'exposition *From Now: A Collection in Context*, qui se déploie et va évoluer tout au long de l'année. Elle rassemble des œuvres d'artistes tels que Lorraine O'Grady, icône de l'art conceptuel dans les années 1980; de James Van Der Zee, photographe de la renaissance de Harlem dans les années 1920, du plasticien David Hammons ou de la peintre engagée Faith Ringgold.

Grâce à la rotation constante des œuvres, nous pouvons mettre en lumière les nombreuses façons dont les artistes de descendance africaine ont dialogué entre eux et avec le public, intentionnellement ou non. Cela peut se manifester à travers des idées, des intérêts et des convictions partagés, ou encore par des matériaux et des pratiques communes. L'idée est que les visiteurs soient inspirés par des œuvres qui s'inscrivent dans une continuité créative essentielle à la compréhension de notre histoire commune.

Comment s'inscrit ce nouveau bâtiment dans le Harlem d'aujourd'hui ?

Harlem est un quartier vivant, en perpétuel changement. Malgré les transformations qu'il a connues, il reste l'âme géographique et spirituelle de la culture noire portée par des sites culturels comme le National Black Theatre, l'Apollo Theatre, le Centre Schomburg pour la recherche sur la culture noire, le Dance Theatre ou encore le Musée national du jazz. C'est un privilège pour le Studio Museum de faire partie de cet incroyable réseau d'organisations qui documentent, célèbrent et veillent sur les habitants, les traditions et l'histoire du quartier.

Quant à sa relation avec le quartier, les fondateurs nous ont offert un cadeau précieux : ils ont inscrit la mission de l'institution dans son nom même — le Studio Museum in Harlem. Ce choix décisif nous permet d'être un trait d'union entre le passé



Avec l'aimable autorisation du Studio Museum de Harlem / Photo: © Albert Vecerka / Est

▼ Le nouveau bâtiment du Studio Museum de Harlem, inauguré en 2025, a été conçu pour renforcer la porosité entre le musée et le quartier, grâce à des espaces publics pouvant accueillir des événements locaux, des projections ou des programmes éducatifs.

et le présent, et de rester constamment impliqués dans la vie des habitants. C'est dans cet esprit que nous concevons une grande partie de nos programmes, en particulier ceux qui sont organisés hors les murs. Grâce à notre série *inHarlem*, lancée de 2016 à 2022, nous avons ainsi apporté l'art dans les espaces publics du quartier. Par ailleurs, nous organisons des programmes éducatifs avec de nombreuses organisations et écoles locales. Même si le monde autour de nous évolue, une chose demeure : nous sommes une maison pour les artistes de descendance africaine tournée vers la communauté de Harlem.

La culture africaine et afrodescendante célébrée par l'UNESCO

La Journée mondiale de la culture africaine et afrodescendante, célébrée chaque année le 24 janvier, a pour vocation de célébrer les nombreuses cultures dynamiques du continent africain et des diasporas africaines à travers le monde. Cette initiative s'inscrit dans le mandat de l'UNESCO en matière de promotion de la diversité culturelle et de la créativité dans le monde.

L'UNESCO a adopté cette Journée mondiale en 2019. Sa date coïncide avec l'adoption de la Charte de la renaissance culturelle africaine en 2006 par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. La célébration de cette journée vise également à promouvoir la ratification et la mise en œuvre de cette Charte par les États africains, renforçant ainsi le rôle de la culture sur le continent.

▼ *Echoes of Harlem (Échos de Harlem), couvre-lit en coton peint par l'artiste américaine Faith Ringgold, 1980, conservé au Studio Museum de Harlem.*



© 2026 Faith Ringgold Estate / Artists Rights Society (ARS), New York. Photo: John Berens

Vous avez décrit le musée comme un lieu essentiel de dialogue. Comment une institution culturelle s'ouvre-t-elle pour devenir un espace de rencontre ?

Au-delà des œuvres elles-mêmes, ce que je préfère dans un musée, c'est que les visiteurs puissent rencontrer l'art, mais aussi se rencontrer les uns les autres. Lorsqu'on traverse les différentes salles, on peut entendre les visiteurs échanger leurs opinions sur les œuvres exposées, voir des artistes absorbés dans des discussions autour de la création artistique ou croiser des élèves de tous âges en train de créer dans nos ateliers pédagogiques. Cette mission a été inscrite dès 1966 dans un document qui définit les principes programmatiques de notre institution. Nos fondateurs y écrivaient que le Studio Museum de Harlem « doit être un musée vivant : un lieu non seulement pour regarder, mais aussi pour travailler, apprendre et créer ».

Cette ambition a été portée dès l'origine par un groupe d'artistes, de militants, de philanthropes et d'habitants de Harlem désireux d'offrir une visibilité aux artistes de descendance africaine dans les musées, les galeries et le monde universitaire. Leur démarche reste une référence dans notre manière de concevoir les espaces, avec la conviction profonde que notre musée est un lieu où des discussions complexes peuvent avoir lieu autour de l'art, de la vérité et de la démocratie.

Votre carrière semble avoir bouclé une magnifique boucle — depuis vos débuts en 1987 au Studio Museum, en passant par une décennie d'expositions marquantes au Whitney Museum of American Art, jusqu'à votre retour au Studio Museum de Harlem en 2000 et votre nomination comme directrice en 2005. Quand avez-vous su que vous vouliez consacrer votre vie au monde de l'art ?

“
Harlem reste l'âme géographique et spirituelle de la culture noire à New York

À l'école primaire déjà, je savais que je voulais travailler dans un musée. Cette ambition précoce, je la dois à mes parents. Tous deux étaient new-yorkais — mon père venait de Harlem et ma mère de Bedford-Stuyvesant, à Brooklyn — et ils considéraient cette ville comme un lieu qui leur appartenait pleinement. Ils ont tout fait pour me transmettre ce sentiment. J'ai grandi en visitant tous les musées de la ville, en assistant à des pièces de Broadway et à des spectacles dans les lieux emblématiques des arts de la scène.

Une fois au lycée, j'avais en tête de devenir commissaire d'exposition. Mon projet s'est précisé lorsque j'ai compris que mon rôle serait de créer des espaces pour les artistes noirs et la culture noire. Au cours de mes quarante années dans ce domaine, je n'ai jamais dévié de cette trajectoire. ■

Vivre avec la nature dans les sites désignés par l'UNESCO

Qu'il s'agisse de sites du patrimoine mondial, de réserves de biosphère ou de géoparcs mondiaux, les sites désignés par l'UNESCO forment un réseau unique de lieux où la nature et les humains continuent de coexister harmonieusement. Dans son nouveau rapport, *People and Nature in UNESCO-designated sites: local and global contributions* (2026), l'UNESCO montre que les formes de vie au sein de ces sites s'avèrent bien plus résilientes qu'ailleurs. Ces paysages préservent des espèces, des cultures et des moyens de subsistance à l'échelle mondiale. Mais le temps presse pour assurer leur protection.

Des sanctuaires de biodiversité

Les sites désignés par l'UNESCO sont des paysages vivants où la nature et les humains sont étroitement liés et **jouent un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique** :



73% de la population mondiale d'animaux sauvages a disparu depuis 1970, tandis qu'elle reste **stable** dans les **sites désignés par l'UNESCO**.



60% des espèces répertoriées à l'échelle mondiale sont **présentes dans ces sites**, et **40%** d'entre elles **sont endémiques**.

Refuge de certaines des espèces au bord de l'extinction :

l'ensemble des vaquitas qui subsistent

10 INDIVIDUS environ

l'ensemble des rhinocéros de Java qui subsistent

60 INDIVIDUS environ

Pourquoi ces sites sont importants

LES QUELQUE 2 260 SITES DÉSIGNÉS PAR L'UNESCO forment un réseau mondial où la biodiversité et les cultures sont plus résilientes grâce à des écosystèmes en bonne santé.



2260+
SITES



13
MILLIONS DE KM²



1000+
LANGUES



900
MILLIONS D'HUMAINS

Les sites désignés par l'UNESCO menacés

Mais cette résilience est mise à rude épreuve. En l'absence de mesures plus fermes, le changement climatique pourrait accélérer le blanchissement des coraux, la fonte des glaciers, le stress hydrique chronique, le déplacement des espèces et le déclin des forêts.

90 % d'entre eux sont exposés à un stress environnemental important.

98 % ont connu au moins un événement climatique extrême depuis 2000.

40 % de hausse des risques liés au climat ont été constatés au cours de la dernière décennie.

1 SITE SUR 4 pourrait atteindre un point de non-retour d'ici 2050.

Actions prioritaires



Renforcer la lutte contre le changement climatique



Restaurer la nature



Améliorer la gestion



Renforcer l'autonomie des populations locales et autochtones



3 MILLION DE KM² de zones essentielles pour la biodiversité sont protégés.



25 % de ces sites coïncident avec des territoires autochtones.



15 % de l'absorption mondiale de CO₂ est assurée par des forêts situées dans des sites classés par l'UNESCO.



700 mégatonnes de CO₂ sont absorbées chaque année.



240 gigatonnes de carbone stockées, soit l'équivalent de près de **20 ans** d'émissions mondiales actuelles issues des combustibles fossiles.



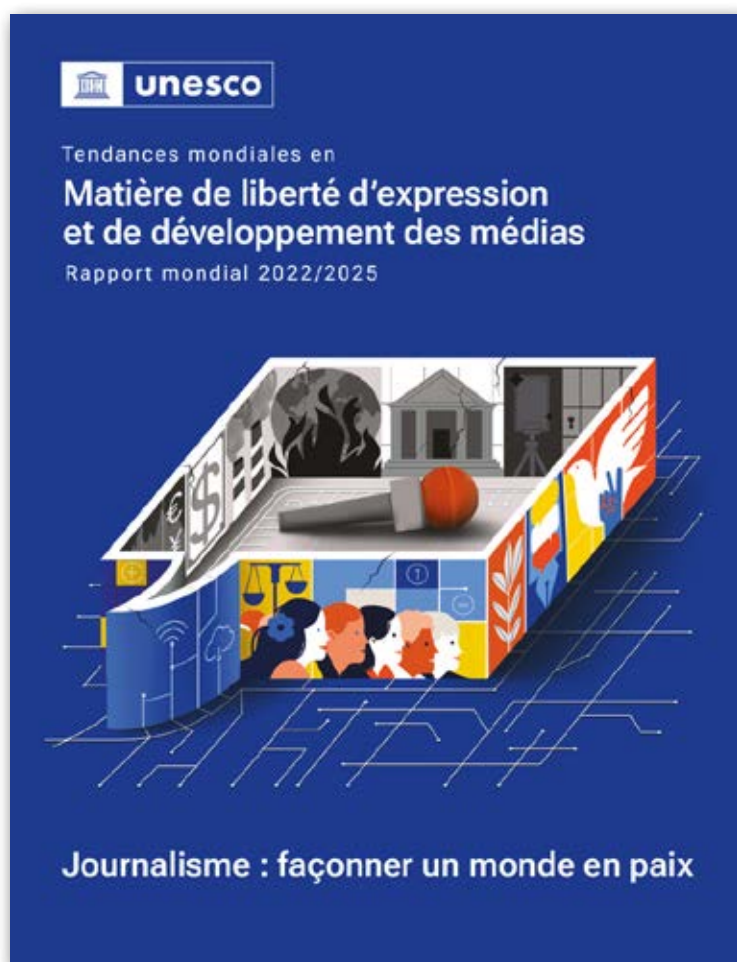
10 % du PIB mondial est généré dans les zones liées à l'UNESCO.



unesco

Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias

Journalisme : façonner un monde en paix



Un journalisme libre, indépendant, pluraliste et professionnel est essentiel pour défendre la dignité humaine, faire progresser la justice et maintenir la paix. Pourtant, la liberté d'expression est aujourd'hui menacée comme elle l'a rarement été.

Le rapport mondial 2022/2025 de l'UNESCO souligne une baisse de 10 % de la liberté d'expression depuis 2012 et alerte sur la montée de l'hostilité envers les journalistes, de la désinformation amplifiée par l'intelligence artificielle, ainsi que sur le recul de l'égalité femmes-hommes. Face à ces défis, l'UNESCO appelle à renforcer l'intégrité de l'information, protéger les médias et garantir l'accès à une information fiable pour tous, notamment les jeunes et les populations vulnérables.

ISBN 978-92-3-200366-9

Éditions UNESCO

216 pages, PDF



Plus d'information :
www.unesco.org/fr/world-media-trends

Abonnez-vous au *Courrier*

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié dans les six langues officielles de l'Organisation, ainsi qu'en catalan, espéranto et italien.



Abonnez-vous à la version numérique 100 % gratuite.



<https://courier.unesco.org/fr/subscribe>

<https://courier.unesco.org/en> • <https://courier.unesco.org/fr> • <https://courier.unesco.org/es>
<https://courier.unesco.org/ar> • <https://courier.unesco.org/ru> • <https://courier.unesco.org/zh>

LE Courrier DE L'UNESCO

UNE FENÊTRE SUR LE MONDE DEPUIS 1948



© Sylvie Serprix

LIRE EN LIGNE & S'ABONNER

